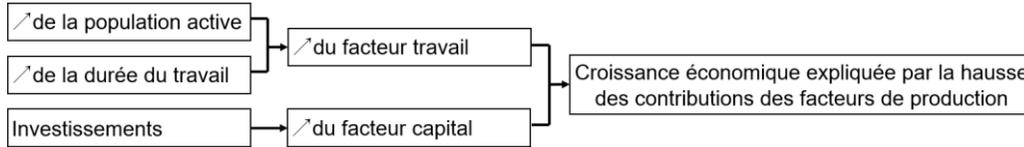


# Question : Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs.**

**Être capable d'expliquer que l'augmentation durable et soutenue de la production dans une économie provient à la fois de l'accumulation des facteurs de production, mais aussi de l'augmentation de la productivité globale des facteurs (PGF), qui mesure l'effet du progrès technique.**

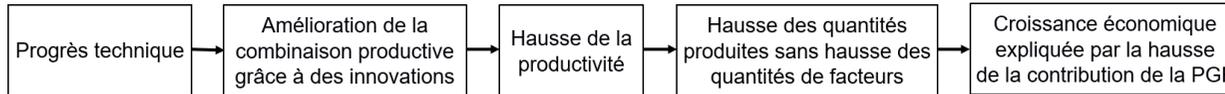
La croissance économique peut provenir de l'augmentation quantitative des facteurs de production : capital et travail.



La croissance peut aussi provenir d'une augmentation de la PGF, résultant d'une utilisation plus efficace des facteurs de production. La PGF est une mesure de l'effet du progrès technique sur la croissance.

**Être capable d'expliquer que les innovations améliorent la combinaison des facteurs de production ce qui est source de croissance**

Le progrès technique stimule la PGF. Ce dernier s'exprime par des innovations de procédé et organisationnelles notamment, qui améliorent les méthodes de production, permettant de produire plus sans que les quantités de facteurs aient nécessairement augmenté.



**Exemples de sujets de bac**

- Épreuve composée, partie 1 : Comment l'accumulation du capital participe-t-elle à la croissance économique ?
- Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez le rôle du progrès technique dans le processus de croissance économique.
- Dissertation : Les facteurs travail et capital sont-ils suffisants pour expliquer la croissance ?

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Croissance économique, Facteur travail, Facteur capital, Investissement, Progrès technique, Innovation, Productivité Globale des Facteurs, productivité

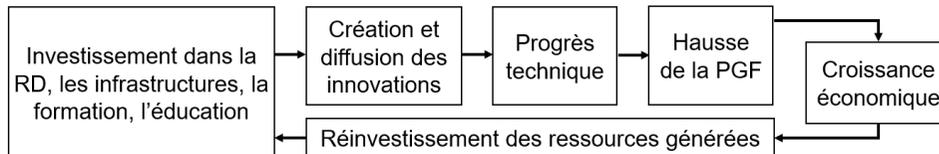
**Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation.**

**Être capable d'expliquer que le progrès technique est endogène-car les agents économiques stimulent l'innovation par les décisions d'investissement.**

Le progrès technique est endogène : il provient des décisions d'investissement des acteurs économiques → dépenses de recherche et développement (R-D), d'éducation et formation, et en infrastructures publiques. Ces investissements permettent de créer et diffuser les innovations nécessaires à la croissance économique. On peut distinguer :

- Les innovations de procédés / d'organisation : nouvelles techniques de production ou l'amélioration de techniques de production existantes (ex : robots industriels, Fordisme)
- Les innovations de produits : création de nouveaux biens ou l'amélioration de biens existants (ex : les smartphones).

Le progrès technique est le résultat d'un processus d'innovation, source de croissance économique. Les richesses créées doivent être réinvesties et ainsi générer un processus autoentretenu (caractère endogène).



**Exemples de sujets de bac**

- Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que le progrès technique est endogène.
- Dissertation : Quel est le rôle du progrès technique dans le processus de croissance économique ?

**Illustrations**

**Innovations de procédé** : robot industriel.  
**Innovations organisationnelles** : travail à la chaîne, introduction du numérique dans la communication.

**Taux de croissance du PIB (en %) et contributions à la croissance du PIB (en points de %) OCDE, 2021**

Année 2019	France	Corée du Sud	Danemark
Contribution du facteur travail	0,7	- 0,1	0,9
Contribution du facteur capital	0,7	1,0	0,5
Contribution de la PGF	0,1	1,1	1,4
Taux de croissance du PIB	1,5	2	2,8

En France, en 2019, le PIB a augmenté de 1,5 %. Le facteur travail a contribué pour 0,7 point à la croissance du PIB, soit presque la moitié de celle-ci.

**Illustrations**

**L'effort d'innovation dans différents pays de l'Union européenne en 2017 (Source : INSEE, 2020)**

	Dépenses en R-D en % du PIB	Dépenses publiques d'éducation en % du PIB	PIB/habitant dans l'UE en indice base 100
Allemagne	3,0	4,5	124
Finlande	2,8	6,6	109
France	2,2	5,4	104
Italie	1,4	3,8	96
Roumanie	0,5	2,6	63
UE	2,1	5,0	100

En Roumanie, où les dépenses d'éducation et de R&D sont relativement faibles, le PIB/h est inférieur de 37 % à la moyenne de l'UE.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Progrès technique endogène  
 Recherche et développement

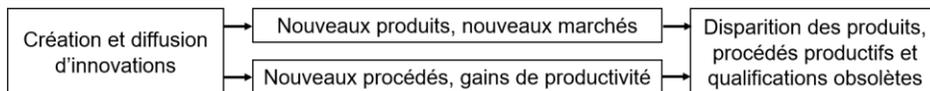
**Objectif d'apprentissage 3 – Comprendre comment les institutions (notamment les droits de propriété) influent sur la croissance en affectant l'incitation à investir et innover ; savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice.**

**Être capable d'expliquer que les règles et les organisations qui encadrent les comportements des agents économiques peuvent les inciter à investir et innover.**

- ∴ L'existence d'institutions améliore le sentiment de sécurité et de confiance favorisant la consommation, l'investissement et la production. Cela passe par une situation politique stable et sans corruption, l'existence d'un système juridique impartial, des politiques économiques cohérentes dans le temps ou encore un système de redistribution des richesses.
- ∴ Certaines institutions ont pour fonction d'assurer la définition et le respect des droits de propriété. Ils agissent comme une incitation à innover en garantissant aux entreprises innovantes d'obtenir tous les bénéfices liés à leurs investissements (coûts en R&D notamment). Ces droits de propriété peuvent prendre la forme de brevets qui donnent un monopole temporaire à l'entreprise sur son innovation.

**Être capable de montrer que l'innovation est à l'origine d'un processus de destruction créatrice qui bouleverse les structures économiques.**

- ∴ Les innovations conduisent à un processus continu de disparitions d'activités productives remplacées par de nouvelles activités.



**Illustrations**

- ∴ En France, on peut faire breveter ses innovations à l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI), au niveau européen, à l'Office Européen des Brevets (OEB)
- ∴ Innovation de produit : la cassette audio remplacée par le CD puis remplacé par le streaming
- ∴ Innovation de procédé : la vente en ligne remplace les commerces tout en créant des emplois de logistique. Lors de la deuxième Révolution industrielle, le moteur à explosion a remplacé progressivement la machine à vapeur

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

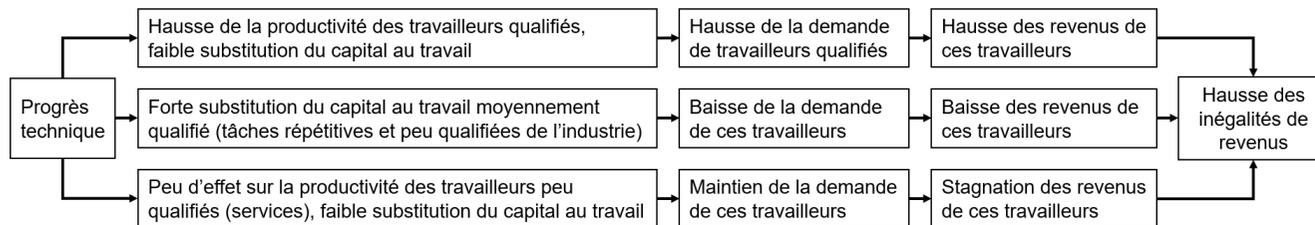
Institutions, droits de propriété, destruction créatrice

**Exemples de sujets de bac**

- Épreuve composée, partie 1 : Montrez comment les droits de propriété peuvent favoriser la croissance économique.
- Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice.
- Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que les institutions jouent un rôle dans la croissance économique.

**Objectif d'apprentissage 4 – Comprendre comment le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus.**

**Être capable d'expliquer que le progrès technique conduit à une augmentation des revenus des travailleurs très qualifiés et une diminution des revenus des travailleurs moyennement et peu qualifiés. Le progrès technique transforme ainsi la structure des emplois et des niveaux de rémunération.**



**Exemples de sujets de bac**

- Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Inégalités de revenus, qualification

**Objectif d'apprentissage 5 – Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources, la pollution et le réchauffement climatique) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites.**

**Être capable d'expliquer qu'il est difficile de concilier croissance économique et préservation de l'environnement.**

- ∴ La croissance économique a des limites écologiques car elle provoque des externalités négatives : ↗ GES, pollution de l'air, des sols, de l'eau, épuisement des ressources naturelles non renouvelables (pétrole, gaz...), surexploitation des ressources naturelles renouvelables (déforestation, ressources halieutiques...)
- ∴ La croissance économique est difficilement soutenable car elle n'a pas toujours la capacité à améliorer le bien-être actuel sans compromettre celui des générations suivantes. Ainsi, les limites écologiques de la croissance actuelle peuvent compromettre la croissance future.

**Être capable d'expliquer que l'innovation peut aider à limiter les effets négatifs de la croissance économique sur l'environnement.**

- ∴ Les innovations de produits / procédés favorisent d'un côté de nouvelles techniques de production plus propres (machines moins polluantes, utilisation du photovoltaïque, de l'éolien pour produire de l'électricité...) et d'un autre côté, des modes de consommation moins polluants (voitures électriques, ampoules économes, tri, recyclage, isolation des logements...)
- ∴ Les innovations, par la création d'activités et de biens moins polluants et énergivores d'un côté, et la destruction d'activités néfastes pour l'environnement de l'autre (destruction créatrice), pourraient rendre compatibles croissance du PIB et préservation de l'environnement.

**Illustrations**

- ∴ Confinement de 2020 : une chute des émissions mondiales de CO2 de 8,9% du 1er janvier au 30 avril 2020 accompagne une baisse de PIB mondial de 3,3 % sur l'année.
- ∴ Selon le GIEC : hausse des température moyenne de 1,09°C depuis l'ère préindustrielle, et prévisions d'une hausse de 3°C d'ici la fin du siècle.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Croissance soutenable, innovation, processus de destruction créatrice, externalités négatives

**Exemples de sujets de bac**

- Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez que la croissance économique se heurte à des limites écologiques.
- Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez comment l'innovation peut être une solution aux limites écologiques de la croissance économique.

# Question : Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

## Objectif d'apprentissage 1 - Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale.

### Être capable d'expliquer que les différences de dotations factorielles et/ou technologiques permettent d'expliquer les échanges entre pays différenciés/spécialisés

- Les avantages comparatifs fondent la spécialisation et les échanges commerciaux : un pays a intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il est relativement le plus productif / le moins inefficace. Il devra se procurer par le commerce international les productions abandonnées.
- Les dotations factorielles peuvent être à l'origine des avantages comparatifs : un pays a intérêt à se spécialiser dans les productions utilisant de manière intensive le facteur qui est relativement abondant sur son territoire. Les dotations factorielles font référence aux quantités de facteurs de production.
- Les dotations technologiques peuvent aussi expliquer la présence d'avantages comparatifs : un pays a intérêt à se spécialiser dans les productions mobilisant du capital technologique et humain permettant une forte productivité. Les dotations technologiques renvoient à la qualité des facteurs de production.

### Illustrations

Exemples de spécialisation : Pays du Moyen-Orient : pétrole / Côte d'Ivoire : cacao / Inde : produits manufacturés et services liés aux nouvelles technologies / Allemagne : voiture haut de gamme, France : produits aéronautiques et produits de luxe.

### Notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Avantage comparatif	Dotation factorielle
Spécialisation	Dotation technologique

### Exemples de sujets de bac

#### Partie 1 Épreuve composée

À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment les avantages comparatifs expliquent la spécialisation internationale.

#### Dissertation

Comment peut-on expliquer les échanges internationaux ?

## Objectif d'apprentissage 2 - Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur).

### Être capable d'expliquer les échanges commerciaux entre pays comparables

- Les échanges commerciaux entre pays comparables s'expliquent par les stratégies de différenciation mises en œuvre par les firmes.
 

Les produits qu'elles proposent à un prix proche se différencient de ceux proposés par les concurrents par leur taille, leur forme, leur couleur, leur design, etc. tout en restant au même niveau de gamme, c'est-à-dire de qualité comparable. => Les échanges entre pays comparables sont la conséquence des stratégies de différenciation horizontale des produits liées aux différences de goût des consommateurs.	Sur le même type de produit, les entreprises proposent des niveaux de gamme différents : ils se distinguent par leur niveau de qualité (performance, innovation, matière première, etc.) et donc leur prix. => Les échanges entre pays comparables sont la conséquence de stratégies de différenciation verticale.
--	---
- Les échanges entre pays comparables s'expliquent également par la fragmentation des chaînes de valeur. Les firmes scindent la réalisation d'un produit en de multiples tâches qui sont réparties dans différents pays afin de bénéficier de leurs avantages comparatifs respectifs.  
 => Les échanges de biens intermédiaires (produits semi-finis, pièces détachées ou composants) entre pays comparables se développent.

### Illustrations

Échanges d'automobiles (produits finis) entre la France et l'Allemagne, deux pays comparables.  
 Échanges de biens intermédiaires entre pays participants à la fabrication d'un Airbus ou d'un Boeing.

### Notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Différenciation des produits  
 Qualité des produits  
 Fragmentation de la chaîne de valeur

### Exemples de sujets de bac

#### Partie 1 Épreuve composée

Montrez que la différenciation des produits est une explication du commerce entre pays comparables.

#### Dissertation

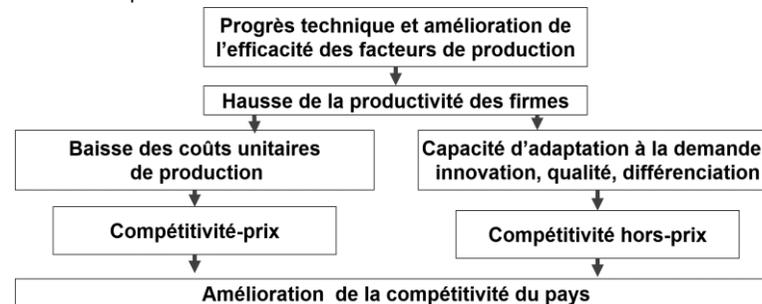
Comment peut-on expliquer les échanges internationaux ?

## Objectif d'apprentissage 3 - Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter.

### Être capable d'expliquer que la compétitivité d'un pays dépend des performances de ses entreprises

- La capacité à exporter d'un pays dépend de la compétitivité de ses firmes...  
 Les firmes cherchent à produire à des prix inférieurs à ceux des concurrents pour une qualité équivalente grâce à des coûts de production plus faibles (coût de la main-d'œuvre, de l'énergie...) ou d'une compression des marges (profits) de l'entreprise  
 => améliorer leur compétitivité-prix.  
 Les firmes cherchent à imposer leurs produits indépendamment de leur prix (qualité, innovation, services après-vente, image de la marque, etc.). Elles cherchent à conquérir des parts de marché en proposant des produits plus qualitatifs que ceux des concurrents  
 => améliorer leur compétitivité hors prix.

- ...et donc de la productivité de ses firmes



=>La productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter.

### Illustrations

### Notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Compétitivité  
 Productivité

### Exemples de sujets de bac

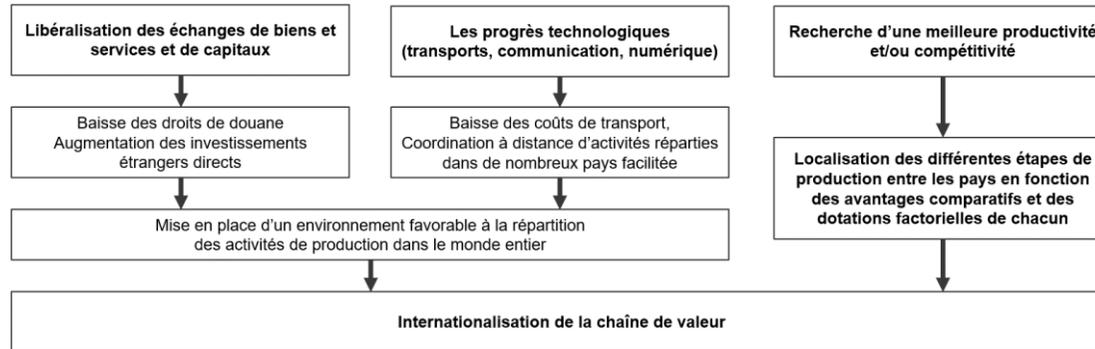
#### Partie 3 Épreuve composée

Vous montrerez que la capacité à exporter d'un pays peut reposer sur ses firmes.

**Objectif d'apprentissage 4 - Comprendre l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer.**

**Les mécanismes à maîtriser : Comment expliquer l'internationalisation des chaînes de valeur**

L'internationalisation des chaînes de valeur implique que les étapes de production, de la conception d'un produit à sa livraison au consommateur final, sont effectuées dans des pays différents. On parle alors de chaîne de valeur mondiale. Plusieurs facteurs expliquent cette internationalisation des chaînes de valeur.



**Illustrations**

Hausse importante de la part des chaînes de valeur mondiales dans les échanges mondiaux : 37% en 1970 et 50 % en 2010.

De nombreux composants des produits d'Apple proviennent des quatre coins du monde, par exemple la production de l'iPhone mobilise des entreprises dans 8 pays différents.

**Notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes**  
Chaîne de valeur

**Exemples de sujets de bac**

Dissertation

Comment expliquer l'internationalisation de la chaîne de valeur ?

**Objectif d'apprentissage 5 - Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme.**

**Les mécanismes à maîtriser : Des effets contrastés du commerce international au débat libre-échange/protectionnisme**

- Le commerce international permet des gains en termes de prix (baisse ou moindre hausse des prix) : spécialisation selon les avantages comparatifs, importations de biens finals et des biens intermédiaires de pays à bas salaires, effet de concurrence, effet de productivité et effet de dimension.
- Le commerce international permet une baisse des inégalités entre pays : grâce au commerce international et à la participation aux chaînes de valeur mondiales, certains pays émergents ont connu une forte croissance économique et donc une hausse importante de leur niveau de vie se rapprochant ainsi de celui des pays développés.
- Le commerce international explique l'accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays : l'insertion dans le commerce mondial génère une pression à la baisse sur les emplois et les salaires des travailleurs peu qualifiés dans les pays développés (concurrence des pays à bas salaire, désindustrialisation, délocalisations et réallocation des emplois peu qualifiés vers les services) et favorise d'autres salariés (les plus qualifiés et/ou ceux travaillant dans de grandes firmes judicieusement spécialisées).
- Compte tenu des effets contrastés du commerce international, les pays peuvent recourir au protectionnisme.

Modalités	Fondements	Risques
-Protectionnisme tarifaire => des mesures agissant sur les prix : droits de douane pour renchérir le prix des produits importés, subventions pour favoriser les produits nationaux	-Un protectionnisme visant à mieux s'insérer dans le commerce international : protection des activités naissantes non compétitives, activités stratégiques afin de construire un avantage comparatif	-Hausse des prix et baisse du pouvoir d'achat des consommateurs
-Protectionnisme non tarifaire => des mesures agissant sur les quantités : quotas, normes... pour limiter les importations	-Un protectionnisme visant à préserver les intérêts nationaux : protection des activités vieillissantes, protection de l'emploi, protectionnisme de représailles, éviter la concurrence avec des systèmes sociaux ou fiscaux moindres pour préserver des choix de société (environnement, culture, etc.)	-Moindre variété des produits
		-Risque de défaut d'approvisionnement
		-Hausse des coûts et baisse des profits et/ou baisse de la compétitivité des entreprises
		-Frein à l'innovation et à la concurrence d'où un risque de perte en compétitivité
		-Allocation de ressources à des activités non efficaces
		-Risque de représailles

**Illustrations possibles**

Le prix des biens manufacturés serait 27,5 % plus élevé si les entreprises françaises étaient dans l'impossibilité de s'approvisionner en biens intermédiaires à l'étranger.

La courbe de l'éléphant : forte augmentation des revenus des 1% les plus riches au niveau mondial et des classes moyennes des pays émergents ; plus faible croissance des revenus des plus pauvres des pays émergents et stagnation des revenus des classes moyennes et populaires des pays développés.

Les États-Unis ont infligé en juin 2018 des droits de douane additionnels de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium de plusieurs régions du monde, dont l'Union européenne.

**Notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes**  
Libre-échange  
Protectionnisme

**Exemples de sujets de bac**

Dissertation

Le commerce international est-il toujours avantageux pour les pays qui y prennent part ?

Partie 3 Épreuve composée

Vous montrerez que le commerce international a des effets sur les inégalités entre les pays et au sein de chaque pays.

# Question : Comment lutter contre le chômage ?

## Objectif d'apprentissage 1 – Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi

### Être capable de définir le chômage et le sous-emploi et présenter les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi

- ‡ Le chômage est la situation d'une personne active dépourvue d'emploi, qui en recherche un et disponible pour l'occuper.
- ‡ Le sous-emploi est l'ensemble des actifs occupés qui occupent :
  - un emploi à temps partiel mais veulent travailler davantage (temps partiel subi),
  - un emploi à temps plein ou partiel mais ont involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage partiel...) durant la semaine précédant l'enquête réalisée par l'Insee.

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100 \qquad \text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Population active occupée}}{\text{Population en âge de travailler}} \times 100$$

### Illustrations

En 2022, en France hors Mayotte, 7,3 % des actifs étaient au chômage, soit 2,234 millions de chômeurs.  
 En 2022, en France hors Mayotte, 68,1 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi, ce n'est que 34,9 % des 15-24 ans.  
 En 2022, 4,6 % des personnes en emploi sont en situation de sous-emploi.

### Exemples de sujets de bac

- Partie 1 Épreuve composée : Distinguez taux de chômage et taux d'emploi.
- Partie 2 Épreuve composée Q1 : Vous montrerez comment a évolué le taux de chômage de 2006 à 2010.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Chômage, sous-emploi, taux de chômage, taux d'emploi

## Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre les problèmes d'appariements (friction, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel.

### Être capable de montrer que le chômage structurel est dû à des problèmes d'appariements et des asymétries d'information

- ‡ Le chômage structurel est dû à des dysfonctionnements du marché du travail et non à l'évolution de la conjoncture économique.
  - ‡ Le chômage structurel peut résulter de problèmes d'appariement entre l'offre et la demande de travail :
    - inadéquations spatiales : les personnes ayant les qualifications nécessaires sont éloignées géographiquement des postes correspondants ;
    - inadéquations au niveau des qualifications : la qualification des emplois ne correspond pas à la qualification individuelle ;
    - frictions liées au délai nécessaire à la recherche d'un emploi ou d'un salarié pour l'entreprise.
  - ‡ Le chômage structurel peut aussi résulter d'asymétries d'information qui conduisent les entreprises à proposer des salaires supérieurs au salaire d'équilibre (salaire d'efficience). Les entreprises subissent des asymétries d'information :
    - ex-ante : avant la signature du contrat car ils ne connaissent pas les caractéristiques des candidats à l'embauche et s'exposent au risque d'anti-sélection (ou sélection adverse). Les employeurs diminuent le risque d'anti-sélection en proposant un salaire (dit d'efficience) supérieur au salaire d'équilibre du marché, de manière donc à recruter les plus productifs.
    - ex-post : après la signature du contrat car ils ne peuvent pas contrôler la productivité des salariés, ceux-ci peuvent changer de comportement et ne pas respecter leurs engagements issus du contrat de travail. C'est le risque d'aléa moral. Le salaire élevé encourage le salarié à respecter son contrat et à être productif par peur de perdre un emploi bien rémunéré.
- Les employeurs adoptent alors un niveau de salaire élevé, supérieur à celui qui égaliserait l'offre et la demande de travail, ce qui génère du chômage structurel.

### Illustrations

D'après Pôle emploi, en 2023, 61 % des recrutements sont jugés difficiles selon les employeurs. Parmi ces recrutements « difficiles », la pénurie de candidats reste la principale difficulté de recrutement pour 85% des recruteurs potentiels, devant l'inadéquation des profils, citée par 79% des employeurs.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Appariement, friction, inadéquations spatiales et de qualifications, asymétries d'information, salaire d'efficience, productivité

### Exemples de sujets de bac

- Partie 1 Épreuve composée : Expliquez en quoi les asymétries d'information sur le marché du travail sont sources de chômage structurel.
- Partie 2 Épreuve composée Q2 : Vous montrerez en quoi les inadéquations de qualifications peuvent expliquer le chômage structurel.

## Objectif d'apprentissage 3 – Comprendre les effets (positifs et négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).

### Être capable d'expliquer les effets positifs et négatifs des institutions sur le chômage structurel

- ‡ Les institutions sont l'ensemble des règles formelles et informelles qui organisent la rencontre de l'offre et de la demande sur le marché du travail, il s'agit notamment du salaire minimum et des règles de protection de l'emploi. Elles peuvent avoir des effets négatifs ou positifs sur le chômage structurel.

	Effets négatifs	Effets positifs
<b>Salaire minimum</b>	Un salaire minimum supérieur au salaire d'équilibre empêche l'ajustement de l'offre et de la demande sur le marché du travail, les quantités offertes sont supérieures aux quantités demandées. Il peut exclure de l'emploi les travailleurs les moins productifs.	Le salaire minimum peut inciter les entreprises à former davantage les salariés les moins qualifiés pour accroître leur productivité. Il favorise aussi la motivation et l'implication des salariés.
<b>Règles de protection de l'emploi</b>	Elles peuvent créer des rigidités sur le marché du travail qui empêchent son ajustement (craintes d'embaucher si le licenciement est difficile ou coûteux, lourdeur des procédures d'embauches, etc.). L'indemnisation du chômage peut favoriser l'allongement de la période de recherche et son financement renchérit le coût du travail et place à nouveau le salaire à un niveau supérieur au salaire d'équilibre.	Elles encouragent les entreprises à former les salariés pour les adapter à leurs besoins. Elles limitent les possibilités de licenciement et le chômage. L'indemnisation du chômage suffisamment longue laisse du temps aux chômeurs de trouver un emploi correspondant à leurs qualifications ce qui réduit les inadéquations sur le marché du travail.

### Illustrations

En France, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2023, le SMIC horaire brut est de 11,52 €, soit 1 747,20 € mensuel pour un emploi à temps complet.  
 La loi exige que le licenciement soit fondé sur une cause réelle et sérieuse quel que soit le motif (articles L1232-1 et L1233-2 du Code du Travail).

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

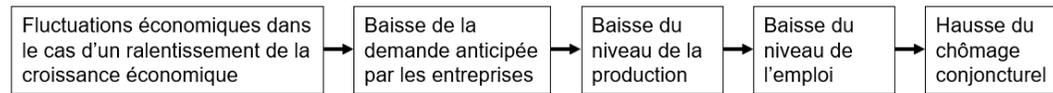
Salaire minimum, institutions, chômage structurel, productivité

### Exemples de sujets de bac

- Partie 2 Épreuve composée Q2 : Vous montrerez que le salaire minimum peut avoir des effets positifs et négatifs sur le chômage structurel.

**Objectif d'apprentissage 4 – Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel****Être capable de montrer que le chômage conjoncturel est dû au ralentissement de l'activité économique**

! Lors des périodes de ralentissement de l'activité économique, les chefs d'entreprises peuvent anticiper une demande de biens et de services trop faible pour assurer le plein-emploi. En effet, ils ajustent le niveau de la production et donc de l'emploi à la demande qu'ils anticipent. Si celle-ci est faible, il se peut que le niveau de l'emploi soit inférieur au plein emploi, créant ainsi un chômage conjoncturel.

**Exemples de sujets de bac**

Partie 2 Épreuve composée Q2 : Vous expliquerez les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel.

Partie 2 Épreuve composée Q2 : Montrez que les fluctuations de l'activité économique ont des conséquences sur le chômage conjoncturel.

**Illustrations**

Selon l'Insee, en 2009, le PIB baisse de 2,9 % et le taux de chômage est passé de 7,4 % en 2008 à 9,1 % en 2009 ; il y a donc ici une corrélation négative entre l'évolution du PIB et le taux de chômage.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Fluctuations économiques, chômage conjoncturel, croissance économique, demande

**Objectif d'apprentissage 5 – Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.****Être capable d'expliquer les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage conjoncturel**

En période de ralentissement de la croissance économique, les pouvoirs publics peuvent relancer la demande globale (consommation, investissement et dépense publique) afin de lutter contre le chômage conjoncturel. Deux types de politiques conjoncturelles sont possibles :

- o La politique budgétaire de relance de la demande globale : hausse de l'investissement public et/ou hausse des prestations sociales pour les plus défavorisés et/ou baisse de la fiscalité et/ou subvention à l'investissement ou à la consommation... => hausse de la demande globale => hausse de la production et de l'emploi => baisse du chômage conjoncturel.
- o La politique monétaire de relance : baisse des taux d'intérêt directeurs => baisse des taux d'intérêt des banques commerciales => réduction du coût du crédit => hausse de la consommation et de l'investissement => hausse de la demande globale=> hausse de la production et de l'emploi=> baisse du chômage conjoncturel.

**Être capable d'expliquer les politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.**

‡ Les politiques d'allègement du coût du travail peuvent augmenter la demande de travail et lutter contre le chômage structurel.

- o Une baisse des cotisations sociales conduit à une baisse du coût du travail, ainsi davantage de salariés ont une productivité supérieure à leur coût ce qui augmente la demande de travail. Par ailleurs, cela favorise la substitution du travail au capital et la compétitivité des entreprises.
- o Par ailleurs, une baisse/suppression du salaire minimum permet de flexibiliser le marché du travail et de favoriser l'emploi.

‡ Les politiques de flexibilisation du marché du travail visent à lutter contre les rigidités, notamment institutionnelles, qui empêchent son ajustement. Il peut s'agir notamment de faciliter l'ajustement des effectifs aux besoins de l'entreprise (par exemple : faciliter les conditions d'embauche et de licenciement, CDD), de faciliter l'ajustement du temps de travail aux besoins de l'entreprise (par exemple : heures supplémentaires, annualisation), d'adapter les niveaux de rémunération aux possibilités de l'entreprise (système de primes).

‡ Enfin il est possible de lutter contre le chômage structurel lié aux problèmes d'appariement par des politiques de formation.

- o Les politiques de formation initiale permettent de doter de compétences et de qualifications en adéquation avec les besoins du marché du travail.
- o La formation professionnelle facilite la mobilité des travailleurs et leur adaptation au progrès technique.
- o Les politiques de qualification/requalification des chômeurs permettent d'adapter leurs compétences à la demande de travail.

**Illustrations**

Depuis 1995, succession de différentes politiques d'allègement des cotisations sociales patronales pour réduire le coût du travail (Allègements « Fillon » en 1995, Pacte de Responsabilité en 2014, transformation du CICE en exonération de cotisations sociales en 2019...).

Création du compte personnel de formation en 2015.

En 2021, la dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage s'élevait à 28,3 milliards d'euros.

Les lois travail 1 et 2 de 2017 introduisent davantage de flexibilité sur le marché du travail concernant notamment le temps de travail, les licenciements, le rôle des négociations et accords collectifs.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Politique conjoncturelle, politique budgétaire, politique monétaire, demande globale, chômage conjoncturel, chômage structurel, marché du travail, coût du travail, flexibilité, rigidité

**Exemples de sujets de bac**

Partie 1 Épreuve composée : Montrez comment les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale peuvent permettre de lutter contre le chômage

Partie 3 Épreuve composée : Vous montrerez que des politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage structurel.

Dissertation : La lutte contre le chômage passe-t-elle nécessairement par la mise en œuvre de politiques de soutien de la demande globale ?

## Question : Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008 (effondrement boursier, faillites en chaîne, chute du PIB et accroissement du chômage).**

*Être capable d'identifier les principaux points communs et différences entre la crise financière de 1929 et celle de 2008.*

	Crise de 1929	Crise de 2007-2008
<b>Précédée par une période de forte croissance économique ?</b>	Oui	Oui
<b>Origine</b>	Spéculation boursière par endettement	Prêts immobiliers à taux variables
<b>Déclencheur de la crise ?</b>	Remontée des taux d'intérêt qui alourdit l'endettement	Remontée des taux d'intérêt qui augmente le coût du crédit immobilier
<b>Effondrement des cours boursiers</b>	Oui	Oui
<b>Faillites en chaîne</b>	Oui	Oui
<b>Diminution du PIB ?</b>	Très forte contraction du PIB	Forte contraction du PIB
<b>Hausse du chômage ?</b>	Très forte hausse du chômage	Forte hausse du chômage
<b>Politiques économiques en réponse à la crise ?</b>	Réduction des dépenses publiques, absence d'intervention immédiate de la Banque Centrale. Amplification de la contraction du PIB	Politique budgétaire et monétaire de relance immédiate. Limitation de la contraction du PIB

### Illustrations

- ‡ Le jeudi 24 octobre 1929, l'indice boursier américain Dow Jones des valeurs industrielles s'effondra de 11 % à l'ouverture (au début des échanges d'actions), plongeant le marché boursier américain dans le déclin pour trois ans lors desquels il perdit 89 % de sa valeur.
- ‡ La production américaine baisse de 30% en volume entre 1929 et 1932 et le chômage augmente de 3% à 15% de la population active entre 1929 et 1933.
- ‡ Le PIB de la zone euro a baissé de 4,9% en 2009. Le chômage augmente aux États-Unis de 5% en 2007 à 10% en 2009, en France, il passe de 8% en 2007 à 9,3% en 2010.

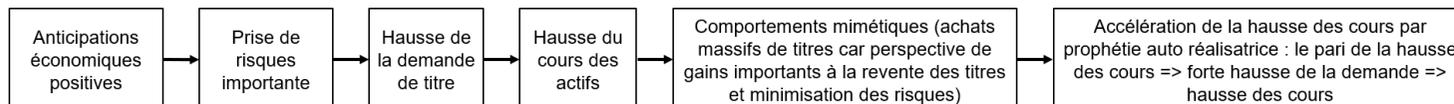
### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Crise financière

**Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative (comportements mimétiques et prophéties autoréalisatrices).**

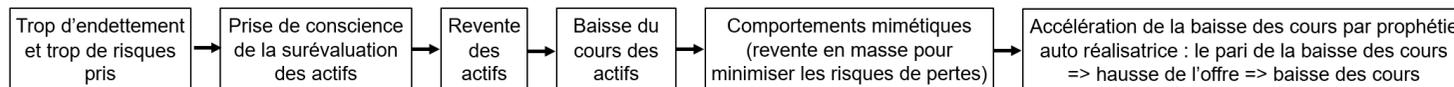
*Comprendre que la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative reposent essentiellement sur des mécanismes d'imitation et d'anticipations auto réalisatrices.*

- ‡ On parle de bulle spéculative lorsque le cours du titre financier (une action par exemple) devient durablement supérieur à sa valeur réelle, déterminée par les paramètres économiques fondamentaux de l'entreprise (chiffre d'affaires, bénéfices, niveaux d'endettement, nombre de brevets possédés...)
- ‡ La formation d'une bulle spéculative peut reposer sur le mécanisme suivant impliquant notamment des comportements mimétiques (imitation des comportements des autres investisseurs) et des prophéties autoréalisatrices (l'anticipation de la hausse des cours provoque leur augmentation, inversement pour les anticipations à la baisse)



- ‡ La croyance en l'augmentation des cours conduit à une hausse de la demande de titres et donc à l'augmentation effective du cours des titres. Ce mécanisme joue également à la baisse.

‡ L'éclatement d'une bulle spéculative peut reposer sur le mécanisme suivant :



### Illustrations

- ‡ Formation de la bulle spéculative des tulipes avec pour paroxysme le mois de février 1637.
- ‡ Éclatement de la bulle spéculative lors du jeudi noir le 24 octobre 1929.
- ‡ Éclatement de la bulle immobilière en 2008.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Bulle spéculative, comportements mimétiques, prophéties auto réalisatrices

**Objectif d'apprentissage 3 – Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne.**

*Comprendre que la panique bancaire (bank run) repose sur des retraits massifs de fonds au même moment par les déposants et que cela peut mettre en danger les banques allant jusqu'au risque de faillites en chaîne.*

- ‡ Les banques ont pris des risques excessifs. D'une part elles ont massivement prêté à des agents plus ou moins solvables et d'autre part ont placé elles-mêmes une partie de leur épargne sur les marchés financiers. Face à une baisse des cours des actifs, elles sont fragilisées.
- ‡ Dans ce contexte, un phénomène de panique bancaire peut alors se produire car les clients des banques vont retirer leurs fonds avant que leur banque ne fasse éventuellement faillite. Les banques commerciales ne se font plus confiance, elles ne se prêtent plus entre elles. Cela accroît les difficultés des banques : elles ne peuvent plus répondre aux demandes simultanées de retrait des clients. Le risque de faillite bancaire en chaîne s'accroît.
- ‡ L'absence d'une garantie de dépôts par l'État et/ou la banque centrale favorise ces paniques bancaires.

### Illustrations

- ‡ Panique bancaire de 1907 aux États-Unis
- ‡ Faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 aux États-Unis
- ‡ Panique bancaire : Northern Rock le 13 septembre 2007
- ‡ Effondrement du cours des actions de la Silicon Valley Bank de 60 % le 9 mars 2023.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Panique bancaire, faillite bancaire

### Objectif d'apprentissage 4 – Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatifs, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit.

#### **Être capable de présenter les différents facteurs de transmission à l'économie réelle d'une crise financière**

La propagation des crises financières à l'économie réelle s'explique par plusieurs mécanismes :

- ⋮ Les effets de richesse négatifs  
Suite à la baisse du cours des actifs, la valeur du patrimoine des ménages diminue. Ils limitent leur consommation pour se reconstituer une épargne. La production et l'emploi s'ajustent alors à la baisse. L'économie réelle est alors affectée.
- ⋮ La baisse du collatéral et ventes forcées  
Pour garantir un prêt, l'emprunteur s'appuie sur un collatéral, c'est-à-dire un actif qui permet de garantir un produit financier et rassurer le prêteur (par exemple un collatéral peut être une obligation d'État ou d'entreprise, le plus souvent pour un ménage il s'agit d'un bien immobilier). En cas d'impossibilité de rembourser, le prêteur a la possibilité d'obtenir le collatéral en compensation.  
Après l'éclatement de la bulle spéculative, le prix des actifs baisse. Or une partie de ces actifs sont des collatéraux. Lorsque les prêteurs voient les prix du collatéral baisser et si l'emprunteur ne peut plus rembourser, ils cherchent à le vendre rapidement pour limiter les pertes et obtenir leur compensation. Or, forcés de vendre dans l'urgence, ils ne pourront généralement vendre ces actifs qu'à un faible prix. La compensation n'est alors que partielle. Les banques n'ont pas totalement récupéré les sommes prêtées. Ces ventes forcées affectent à la fois les prêteurs qui ne peuvent retrouver les sommes initialement prêtées, les emprunteurs qui perdent leur collatéral et l'économie dans son ensemble qui subit une chute du prix des actifs.
- ⋮ La contraction du crédit  
Ces difficultés multiples auxquelles sont confrontées les banques et leur manque de confiance les poussent à réduire le montant de prêts qu'elles octroient aux agents économiques. Faute de financement, la mise en œuvre de projets d'investissement par les entreprises ou par les ménages est limitée, ce qui détériore la production et menace l'emploi.

#### **Illustrations**

- ⋮ Crise des Subprimes
- ⋮ Baisse des prix réels de l'immobilier de 30% aux États-Unis entre 2006 et 2009. (Insee)
- ⋮ Baisse du Dow Jones 13 627 en mai 2007 à 7 062 en février 2009
- ⋮ Contraction du crédit : dans la zone euro, les crédits accordés au secteur privé ont progressé de 5,8% sur l'année 2008, ils ont régressé de 0,1% sur l'année 2009. (Eurostat)

#### **Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Effets de richesse négatifs, baisse du collatéral, ventes forcées, contraction du crédit.

### Objectif d'apprentissage 5 – Connaître les principaux instruments de régulation du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques : supervision des banques par la banque centrale, ratio de solvabilité.

#### **Être capable de présenter les deux principaux instruments de régulation du système bancaire et financier pour limiter l'aléa moral des banques.**

Les banques savent que la banque centrale va les refinancer (ex : prêts accordés par la banque centrale ou distribution de liquidités pour éviter leurs faillites). Elles vont donc prendre plus de risques car elles n'ont pas à en assumer les conséquences : c'est l'aléa moral. Elles vont donc accorder des crédits à des ménages peu solvables et placer leur épargne dans des actifs financiers risqués. Afin de limiter les risques pris par les banques, la régulation bancaire et financière va chercher à réduire l'aléa moral par deux types d'instruments :

- ⋮ La supervision des banques par la banque centrale vise à rétablir la confiance dans la stabilité du système financier. La supervision consiste à contrôler l'activité des banques en utilisant de nombreux indicateurs pour tester leur solidité et éviter qu'elles ne prennent trop de risques.
- ⋮ Au niveau international, un ensemble de règles sont imposées aux banques afin de garantir leur solvabilité, c'est-à-dire leur capacité à respecter leurs engagements vis-à-vis des ménages et des autres banques. Les ratios de solvabilité imposés aux banques ont été relevés par la réglementation Bâle III en 2018. Il s'agit d'une proportion de capitaux détenus en propre et de profits mis en réserve par rapport aux crédits accordés et au risque plus ou moins grand de non-remboursement. Ces fonds propres sont bloqués et doivent rester dans la banque. Ils peuvent être mobilisés en cas de crise.

#### **Illustrations**

- ⋮ Bâle 3 est le nom d'un accord international conclu en 2010 dans la ville suisse de Bâle. Il fait suite aux accords de Bâle 1 (1988) et Bâle 2 (2004). Les accords de Bâle III ont fait passer les exigences en fonds propres de 8% à 13% des actifs.
- ⋮ Le Ratio de solvabilité des 6 principaux groupes bancaires français fin 2021 était de 15,5%. Source : ACPR.
- ⋮ Les banques françaises ont continué de renforcer leurs fonds propres totaux, avec notamment une hausse de leurs fonds propres de 7,3 milliards d'euros entre décembre 2019 et décembre 2021. Source : ACPR.

#### **Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Régulation, aléa moral, fonds propres, supervision, ratio de solvabilité

## Question : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.**

### Être capable de présenter les grandes caractéristiques de l'intégration européenne

- ‡ L'intégration européenne est un processus qui a connu plusieurs étapes depuis les années 1950, avec des élargissements progressifs de 6 à 28 pays, puis la sortie du Royaume-Uni
- ‡ Création d'un marché unique décidé par l'Acte unique de 1986 (réalisation en 1993) : libre circulation des biens, services, capitaux, personnes.
- ‡ L'euro devient progressivement la monnaie officielle de certains pays de l'UE. Actuellement, parmi les 27 pays membres de l'Union européenne, 20 pays ont adopté l'euro et forment la zone euro.
- ‡ Cette intégration a nécessité des évolutions concernant les droits de douane : plus de droits de douane entre les pays membres pour les échanges de biens (zone de libre-échange, effective à partir de 1968) puis un tarif douanier commun avec les pays extérieurs à la zone (union douanière effective à partir de 1974).
- ‡ Progressivement se sont élaborées des politiques économiques communes (ex : politique agricole commune) et les politiques budgétaires des États membres ont été encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance

### Être capable d'expliquer les raisons pour lesquelles il est attendu du marché unique qu'il favorise la croissance économique

- ‡ La libre circulation des facteurs de production permet une meilleure allocation des ressources permettant une hausse de la productivité.
- ‡ Les entreprises profitent d'une baisse des coûts due à des économies d'échelle du fait de l'élargissement des marchés, à la hausse de la productivité et à la suppression des droits de douane, elles peuvent baisser leurs prix pour affronter la concurrence. Elles sont aussi incitées à innover pour s'imposer sur le marché face à leurs concurrents.
- ‡ Les consommateurs bénéficient d'une hausse de leur pouvoir d'achat (baisse des prix) et accèdent à une plus grande variété de produits.
- ‡ La libre circulation des capitaux permet aux acteurs économiques de financer leurs investissements plus facilement et à moindre coût.

### Illustrations

- ‡ 1986 : volonté de création du marché unique, réalisé en 1993
- ‡ 1992 : Traité de Maastricht fixant l'objectif d'une monnaie unique et instaurant la Banque Centrale européenne.
- ‡ 1999 : entrée en vigueur de l'Euro (mise en circulation des pièces et billets en 2002).
- ‡ D'après Felbermayr et al. (2022), une désintégration complète de l'UE entraînerait des pertes de production de l'ordre de 5,3 % pour les membres dont l'adhésion est antérieure à 2004 et de 9,1 % pour les membres plus récents de l'UE.
- ‡ Selon le CEPII, le PIB réel moyen des États membres est supérieur de 4,4 % à celui qu'il serait sans le marché unique.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Intégration européenne, marché unique, zone euro

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : Présentez les avantages attendus du marché unique en Europe.

**Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence**

### Être capable de présenter les objectifs de la politique européenne de la concurrence

- ‡ Pilotée par la Commission européenne en coordination avec les autorités nationales de la concurrence, la politique européenne de la concurrence assure le maintien des marchés dans une situation concurrentielle. La concurrence entre les entreprises favorise la baisse des prix, la hausse de la qualité et des innovations ainsi qu'une hausse de la diversité des produits à l'avantage des consommateurs. La compétitivité des entreprises s'en trouve aussi renforcée.

### Être capable d'expliquer les modalités de la politique européenne de la concurrence

Modalité	Raison	Mise en œuvre de la politique de la concurrence
Interdiction des ententes illicites	Une entente peut porter sur des prix supérieurs au prix concurrentiel, sur des quantités trop faibles, sur un partage du marché, sur la diffusion d'information, etc., ce qui nuit aux consommateurs voire aux entreprises extérieures à l'entente.	Amendes
Interdiction des abus de position dominante	Une entreprise dominante sur le marché peut adopter des stratégies pour entraver la concurrence et nuire à ses concurrents.	Amendes
Contrôle des opérations de fusion-acquisition	La politique de concurrence peut conduire à interdire une fusion-acquisition ou à l'accepter sous conditions si elle menace la concurrence sur un marché.	Le projet peut être accepté, accepté sous conditions ou rejeté
Interdiction de certaines aides de l'État	Les aides d'État aux entreprises sont interdites (sauf exception). Elles leur permettraient de vendre leurs produits à un prix plus faible que le prix de concurrence, voire inférieur au coût de production, ce qui rend la concurrence déloyale.	Autorisation (sous conditions) ou refus des aides d'États
Ouverture des marchés à la concurrence	Les monopoles, qui ne sont pas des monopoles naturels, mais dont les barrières à l'entrée sont garanties par les États doivent être ouverts à la concurrence afin de permettre à d'autres entreprises notamment européennes de s'implanter dans ces pays.	La Commission européenne peut contraindre les pays à ouvrir à la concurrence certains marchés monopolistiques

### Être capable d'expliquer les limites de la politique européenne de la concurrence

- ‡ Problèmes de coordination avec d'autres politiques publiques : notamment il est reproché à la politique de concurrence d'empêcher une politique industrielle qui permettrait le développement de certains secteurs ou faire émerger des géants européens à l'image de grands groupes américains ou chinois.
- ‡ Problèmes face à l'ouverture à la concurrence : par exemple, certains monopoles peuvent se justifier pour des raisons économiques et sociales.

### Illustrations

- ‡ 2024 : des entreprises et organismes du secteur des conserves et canettes se sont entendus pour cacher des informations sur la présence de bisphénol A, amende de près de 20 millions d'euros.
- ‡ 2018 : Google condamné pour abus de position dominante de son système d'exploitation Android.
- ‡ 2019 : fusion Alstom - Siemens rejetée, rachat de Bombardier par Alstom autorisée sous conditions.
- ‡ 2020 : autorisation de certaines aides d'État dans le contexte de la crise sanitaire.
- ‡ 2023 : disparition du monopole de la SNCF sur le transport ferroviaire de voyageur, l'entreprise espagnole Renfe ouvre plusieurs lignes en France.
- ‡ Absence de grands groupes européens du numérique dans le domaine des réseaux sociaux, des moteurs de recherche, du commerce en ligne, etc.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Politique de la concurrence, fusion-acquisition, entente illicite, abus de position dominante

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 :

Quels sont les objectifs de la politique européenne de concurrence ?

Présentez une limite de la politique européenne de la concurrence.

Épreuve composée, partie 2 Q2 : À l'aide du document et de vos connaissances, vous présenterez les objectifs de la politique européenne de la concurrence.

**Objectif d'apprentissage 3 – Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.**

**Être capable d'expliquer comment la politique monétaire agit sur l'inflation et la croissance économique**

- La politique monétaire est menée par la Banque Centrale européenne dans la zone euro. En influençant les taux d'intérêt directeurs à court terme sur le marché monétaire, elle modifie le coût du financement des banques commerciales sur le marché monétaire.
- Hausse des taux d'intérêt sur le marché monétaire => hausse des taux d'intérêt pour les clients des banques commerciales => hausse du coût du crédit => baisse de l'investissement et de la consommation => baisse de la demande => ralentissement de l'inflation mais effet négatif sur la croissance économique.
- Inversement, une baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire interbancaire permet de stimuler la croissance économique mais peut alimenter l'inflation.

**Être capable d'expliquer comment la politique budgétaire agit sur l'inflation et la croissance économique**

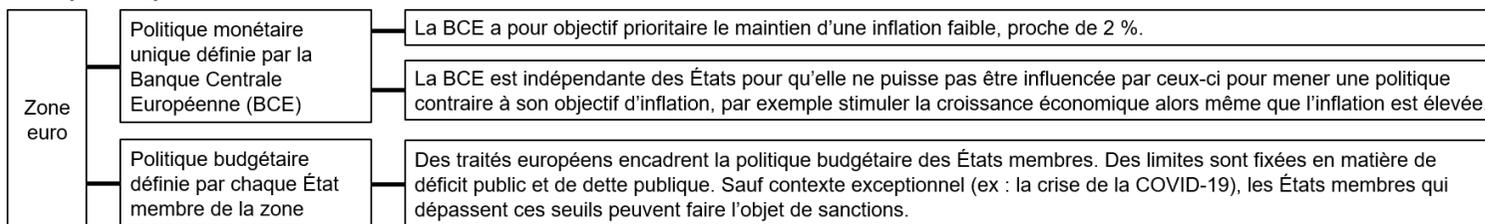
- La politique budgétaire menée principalement par les États utilise le niveau des recettes fiscales et des dépenses publiques pour influencer la demande de consommation et d'investissement afin d'agir sur le rythme de la croissance économique.
- Hausse des dépenses publiques (hausse des salaires des fonctionnaires, des prestations sociales et des subventions) et baisse des prélèvements obligatoires sur les ménages => hausse du pouvoir d'achat des ménages => hausse de la demande de consommation et d'investissement des ménages => hausse de la production.
- Hausse des dépenses publiques (subventions) et baisse des impôts sur les sociétés => hausse de l'investissement des entreprises => hausse de la production.
- Hausse des investissements publics => hausse de la demande adressée aux entreprises => hausse de la production.
- Si la hausse de la demande de consommation et d'investissement des ménages et des entreprises est supérieure à la hausse de l'offre, des tensions inflationnistes peuvent apparaître. Dans ce cas, une politique de hausse des impôts et/ou de baisse des dépenses publiques freinera la demande et l'inflation, mais aura des effets négatifs sur la croissance du fait du ralentissement de la demande de consommation et d'investissement qu'elle provoque.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

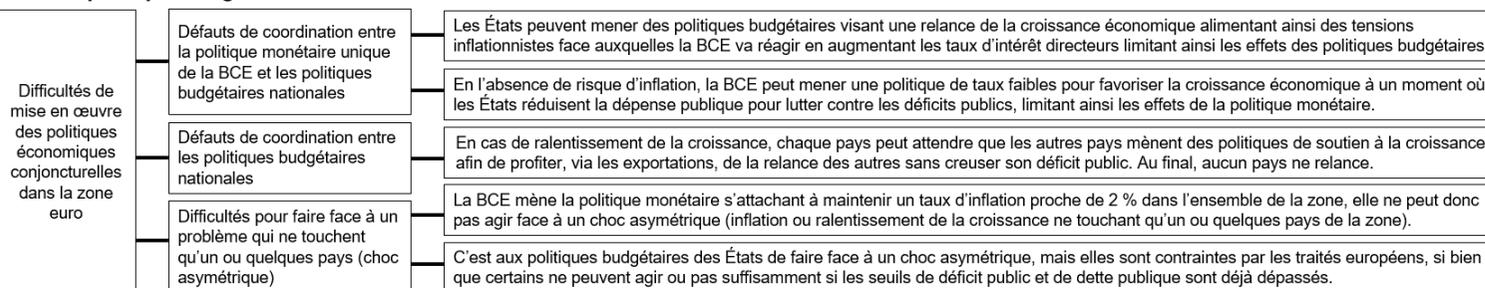
Politique monétaire, politique budgétaire, taux d'intérêt, dépenses publiques, prélèvements obligatoires.

**Objectif d'apprentissage 4 – Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).**

**Être capable d'expliquer que la politique monétaire est menée par la BCE tandis que la politique budgétaire, encadrée par des traités européens, est menée par chaque État membre**



**Être capable d'expliquer les difficultés engendrées par le fait que la BCE mène la politique monétaire de la zone euro tandis que chaque État membre mène sa politique budgétaire**



**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Politique monétaire, politique budgétaire, choc asymétrique, déficit public, dette publique, coordination des politiques économiques

**Illustrations**

- Pour faire face à la crise des subprimes, la BCE avait diminué son principal taux d'intérêt directeur dès la fin de l'année 2008.
- Pour faire face au retour de l'inflation depuis 2022, la BCE a plusieurs fois relevé ses taux d'intérêt directeurs.
- Décembre 2020 : plan de relance budgétaire européen suite à la crise sanitaire (2 018 milliards d'euros).

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un mécanisme, vous expliquerez comment la politique monétaire de la Banque centrale européenne peut agir positivement sur la conjoncture économique européenne.

Épreuve composée, partie 2 Q2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez comment la politique monétaire peut agir sur la conjoncture économique.

**Illustrations**

- En 1997, le Pacte de Stabilité et de Croissance fixe le déficit public maximal autorisé à 3 % du PIB et la dette publique à 60 % du PIB. Révisé à plusieurs reprises, le PSC a été suspendu au printemps 2020 afin que les États puissent faire face à la crise de la COVID-19
- En décembre 2023, les États membres ont trouvé un accord sur une réforme du PSC le rendant plus réaliste, progressif et propice à la croissance en protégeant les investissements dans des domaines stratégiques (ex : numérique, écologie). S'il est voté par le Parlement européen, il s'appliquera à partir de 2025.
- Dans la période 2012-2019, la politique monétaire est favorable à la croissance avec des taux d'intérêt directeurs très bas. Sur la même période, le gouvernement français cherche à réduire le déficit budgétaire creusé par la crise de 2008 et freine la dépense publique.

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : Comment peut-on expliquer la difficulté à gérer les chocs asymétriques dans la zone euro ?

Dissertation : À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

## Question : Comment est structurée la société française actuelle ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégories socioprofessionnelles, revenu, diplômes, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence).**

**Être capable de présenter les différents facteurs qui structurent la société.**

Dans le cadre des sociétés contemporaines, de multiples facteurs positionnent les individus et peuvent les hiérarchiser dans l'espace social :

- ‡ Les catégories socioprofessionnelles intégrées dans la nomenclature des PCS de l'Insee permettent de classer les individus dans des catégories présentant une certaine homogénéité sociale à partir de différents critères dont le métier, le statut, le secteur d'activité, le niveau de diplôme, la place dans la hiérarchie.
- ‡ Le niveau de revenu est source de différentes inégalités de consommation, d'épargne ou encore de patrimoine.
- ‡ Le niveau de diplôme permet d'expliquer des écarts de rémunération, de comportements culturels (accès aux musées), sociaux (réussite scolaire) et politiques (abstention).
- ‡ La composition du ménage (taille, structure) peut influencer les modes et les niveaux de vie.
- ‡ La position d'un individu dans le cycle de vie (jeunesse, âge adulte, retraite) influence ses revenus et son patrimoine.
- ‡ Le sexe peut être à l'origine d'inégalités, notamment sur le marché du travail (salaire, carrière) ou dans la vie familiale.
- ‡ Le lieu de résidence, en partie lié à la position sociale, peut conduire à des différences d'accès aux soins, aux lieux culturels, aux pratiques sportives, aux établissements scolaires, à l'emploi.

**Illustrations (source : INSEE)**

- ‡ En 2019, 32,8 % des familles monoparentales sont sous le seuil de pauvreté (60 % du revenu médian), contre 14,6 % en moyenne.
- ‡ En 2023, l'espérance de vie à 35 ans est de 52,2 ans pour les femmes diplômées du supérieur et de 48,1 ans pour les femmes sans diplômes. Ces chiffres s'élèvent respectivement à 48,1 ans et 40,9 ans pour les hommes.
- ‡ En 2021, 3,7 % des cadres sont au chômage, contre 11,4 % pour les ouvriers.
- ‡ En 2021, 18,9 % des jeunes de 15 à 24 sont au chômage contre 7,1 % pour les 25-49 ans
- ‡ En 2019, écart salarial de 19 % entre hommes et femmes ; 43 % des cadres sont des femmes, 27 % des femmes sont à temps partiel contre 8 % pour les hommes
- ‡ En 2020, les ménages de plus de 50 ans possèdent environ 3,6 fois plus de patrimoine que celui des 30-39 ans.
- ‡ En 2023, près de 80% des ouvriers sont des hommes.

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : Présentez deux facteurs de structuration de l'espace social.

Épreuve composée, partie 2 Q2 : Vous montrerez que le sexe est un facteur de structuration de l'espace social.

Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que la catégorie socioprofessionnelle et le revenu ne sont pas les seuls facteurs qui structurent l'espace social.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Structuration et hiérarchisation de l'espace social, catégories socio professionnelles ou PCS, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence

**Objectif d'apprentissage 2 - Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du 20ème siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois).**

**Être capable d'expliquer les causes de principales mutations de la structure socioprofessionnelle depuis la seconde moitié de française 20ème siècle.**

‡ Déclin des emplois d'indépendants : exploitations agricoles, artisanat, petits commerces.

**Salarisation** : hausse de la part des salariés dans l'emploi total.

‡ Besoin de moins de salariés dans les secteurs primaire et secondaire du fait de forts gains de productivité  
‡ Augmentation de la consommation de services (santé, éducation, culture, loisirs) et faibles gains de productivité nécessite de créer des emplois

**Tertiarisation** : hausse de la part des salariés du secteur tertiaire (services) dans l'emploi total.

‡ Hausse du nombre de diplômés et de la durée des études.  
‡ Spécialisation de la France dans des productions qui ont besoin de travailleurs qualifiés.  
‡ Progrès technique nécessite des salariés aux qualifications adaptées.

**Hausse des qualifications** des actifs et des emplois.

‡ Changements culturels et juridiques sur la place des femmes dans la société (ex: droits civiques, contraception, IVG).  
‡ Scolarisation croissante des femmes.

**Féminisation** de l'emploi : hausse de la part des femmes dans l'emploi total.

**Évolution de la structure socioprofessionnelle**

- ‡ Hausse de la part des cadres, des professions intermédiaires dans l'emploi total.
- ‡ Recul de la part des agriculteurs exploitants, des artisans, commerçants et chefs d'entreprise et des ouvriers dans l'emploi total.

**Illustrations (source : INSEE)**

- ‡ Salarisation : En 1962, les salariés représentaient 72 % de la population active, contre 87,6 % en 2020.
- ‡ Tertiarisation : En 1962, 42 % des salariés travaillaient dans le secteur tertiaire, contre 83,3 % en 2020, soit deux fois plus en proportion.
- ‡ Hausse des qualifications : En 1962, 78,5 % des actifs étaient sans diplôme, contre seulement 5 % en 2019.
- ‡ Féminisation : En 1968, les femmes représentent seulement 31,3% de la population active, contre 49 % en 2022.

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : Présentez deux évolutions de la structure socioprofessionnelle française depuis la seconde moitié du XXe siècle.

Épreuve composée, partie 2 Q2 : Vous montrerez que l'élévation du niveau de qualification est une explication de l'évolution de la structure socioprofessionnelle en France.

Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que la structure socioprofessionnelle a évolué en France depuis la seconde moitié du XXe siècle.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Structure socioprofessionnelle, salarisation, tertiarisation, qualification, féminisation de l'emploi

**Objectif d'apprentissage 3 - Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx et Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en terme de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution du distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.**

**Être capable de présenter les théories des classes et de la stratification sociale chez Marx et Weber**

	<b>Karl Marx</b>	<b>Max Weber</b>
<b>Quel(s) critère(s) de stratification ?</b>	Vision unidimensionnelle : La dimension économique détermine totalement la place de l'individu dans la hiérarchie sociale.	Les individus ont une position dans des dimensions potentiellement indépendantes les unes des autres : - économique (classes sociales) : place de l'individu dans la hiérarchie économique ; - sociale (groupes de statut) : place de l'individu selon l'honneur et le prestige social qui lui est accordé ; - politique (partis, syndicats, institutions locales / nationales) : place de l'individu selon sa participation et son implication à la vie politique.
<b>Définition d'une classe sociale</b>	Groupe d'individus partageant la même position dans le rapport de production : - Bourgeoisie : possèdent le capital ; - Proletariat : vendent leur force de travail pour survivre.	Dimension économique : un ensemble d'individus partageant une même "situation de classe", autrement dit des chances semblables de se procurer des biens.
<b>Conscience de classe ?</b>	Conscience de partager des intérêts communs.	Les individus n'ont pas nécessairement une conscience de classe.
<b>Conflits entre les classes ?</b>	Mobilisation (conflit) pour la défense de ses intérêts communs : la lutte des classes. Les classes se forment dans la lutte.	Les relations entre les classes ne sont pas forcément conflictuelles et portent sur toutes les dimensions.

**Être capable de montrer que la pertinence de l'approche en termes de classes sociales est discutée.**

Renforcement de l'approche en termes de classes sociales

- ‡ Accroissement des distances interclasses : renouveau des inégalités économiques depuis les années 1980 ;
- ‡ Persistance de groupes sociaux aux conditions d'existence similaires qui peut favoriser l'émergence d'identifications subjectives à une classe sociale (Ex : bourgeoisie) ;
- ‡ Idée de classe reprend du sens quand elle est articulée aux rapports sociaux de genre. Les dominations sociales s'expriment dans les rapports de classe mais aussi entre les genres (inégalités entre hommes cadres et femmes cadres) et à l'intérieur des genres (inégalités entre femmes cadres et femmes employées).

Fragilisation de l'approche en termes de classes sociales

- ‡ Réduction des distances interclasses à long terme : réduction des inégalités économiques et sociales, homogénéisation des conditions d'existence
- ‡ Augmentation des distances intraclasses : persistance ou croissance des inégalités au sein d'une catégorie selon le niveau de qualification, le caractère public ou privé de l'employeur, le secteur d'activité, la nature du contrat de travail (CDD/CDI) qui peut empêcher l'apparition d'un sentiment d'appartenance à une même classe sociale.
- ‡ Processus d'individualisation, qui repose sur l'autonomisation de l'individu par rapport à ses groupes d'appartenance, multiplie les identifications subjectives à différents groupes (religieux, genres, professionnels, politiques, etc.). Cela rend confus les frontières entre les classes sociales et accentue les distances intraclasses.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Classes au sens de Marx et au sens de Weber, identification subjective, distances intra et inter classes, rapports sociaux de genre, individualisation

**Illustrations (source : INSEE)**

- ‡ En 1966, 23 % des ouvriers se sentent appartenir la classe ouvrière, contre seulement 6% des ouvriers en 2015.
- ‡ Éclatement du monde ouvrier : aujourd'hui, la moitié des ouvriers travaillent dans le tertiaire notamment du fait du développement de la logistique (chauffeurs livreurs, manutentionnaires dans les entrepôts, etc.), la moitié des ouvriers travaillent dans des établissements de moins de 50 salariés.
- ‡ En 1910, les 10 % des plus favorisés se partagent 42 % du revenu national, en 1945 30%, en 2010 33% (calculé à partir du PIB, le revenu national est une autre mesure de la richesse d'une économie).
- ‡ En 2019, le salaire en équivalent temps plein des femmes est inférieur à celui des hommes de 16,6 % pour les salariés travaillant principalement dans le secteur privé et de 14,3 % pour ceux travaillant principalement dans la fonction publique.
- ‡ En 2020, les CDD (Contrats à Durée Déterminée) représentent 8,5% des emplois et l'intérim 2,1 %.

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 :

Quelles sont les caractéristiques des classes sociales selon Karl Marx ?

Comparez les théories des classes sociales de Karl Marx et de Max Weber.

Épreuve composée, partie 3 :

Vous montrerez qu'une approche en termes de classes sociales reste pertinente pour rendre compte de la société française actuelle.

Vous montrerez que l'approche en termes de classes sociales peut être remise en cause pour rendre compte de la société française actuelle.

Dissertation :

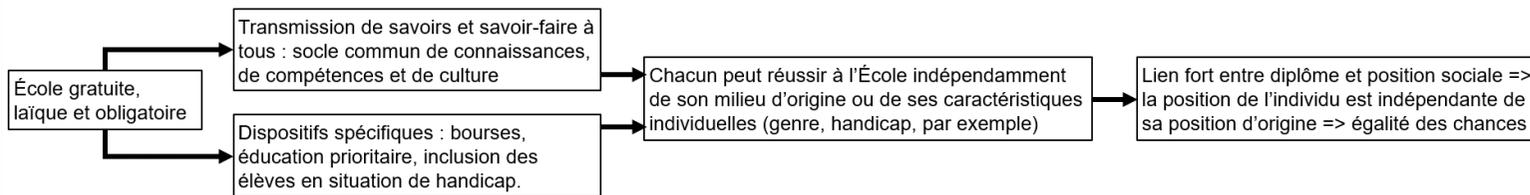
Dans quelle mesure l'approche en termes de classes sociales est-elle pertinente pour rendre compte de la société française aujourd'hui ?

L'approche en termes de classes sociales demeure-t-elle pertinente pour rendre compte de la structuration de la société française actuelle ?

## Question : Quelle est l'action de l'École sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Comprendre que, dans les sociétés démocratiques, l'École transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances ; comprendre l'évolution, depuis les années 1950, des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un type de formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation.**

**Être capable de montrer que l'École transmet de nombreux savoirs et contribue à l'égalité des chances.**



**Être capable de distinguer les processus de massification et de démocratisation à travers l'évolution d'indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur depuis les années 1950.**

- ‡ Depuis les années 1950, les pouvoirs publics ont pris des mesures permettant la hausse du taux et de la durée de scolarisation, de la hausse du taux d'accès à un diplôme du secondaire (baccalauréat) et du supérieur.  
Ce processus aboutit à la massification scolaire : élargissement de l'accès à l'éducation et à l'enseignement supérieur sans pour autant aboutir à une disparition des inégalités sociales de réussite scolaire. Ces évolutions ont pu contribuer à un processus de démocratisation : les jeunes issus de milieux populaires et les filles accèdent davantage au diplôme.
- ‡ Cependant, la massification ne doit pas être confondue avec la démocratisation qui correspond à la réduction des inégalités de réussite scolaire liées à l'origine sociale et au sexe. Même si la massification scolaire a pu favoriser l'égalité des chances, le processus de démocratisation apparaît inachevé pour plusieurs raisons :
  - Inégalités de résultats scolaires selon l'origine sociale dès le primaire.
  - Accès au diplôme différent selon le milieu social d'origine : par exemple, pour une même classe d'âge, la proportion d'enfants d'ouvriers obtenant le baccalauréat reste inférieure à celle d'enfants de cadres.
  - Inégale représentation dans les formations selon l'origine sociale : surreprésentation des enfants de milieux populaires dans les filières courtes et professionnalisantes – surreprésentation des enfants de milieux favorisés dans les filières longues et sélectives, et selon le genre : surreprésentation des filles dans certaines filières moins rémunératrices (ex. : les formations du sanitaire et du social).

**Le vocabulaire à mobiliser pour expliquer les mécanismes**

Égalité des chances, massification scolaire, démocratisation scolaire

**Exemples de sujets de bac**

**Partie 1 Épreuve composée :** Distinguez les processus de massification et démocratisation scolaire.

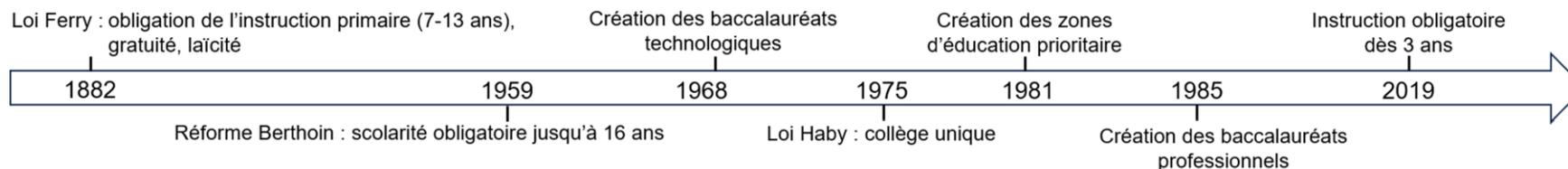
**Partie 2 Épreuve composée Q2 :** Vous montrerez que la démocratisation scolaire reste inachevée.

Vous montrerez que l'augmentation de taux d'obtention du bac s'explique par les processus de massification et démocratisation.

**Partie 3 Épreuve composée :** Vous montrerez que l'école favorise l'égalité des chances.

### Éléments factuels/Illustrations

‡ École, étapes clefs :



‡ Éléments factuels permettant d'illustrer la massification scolaire :

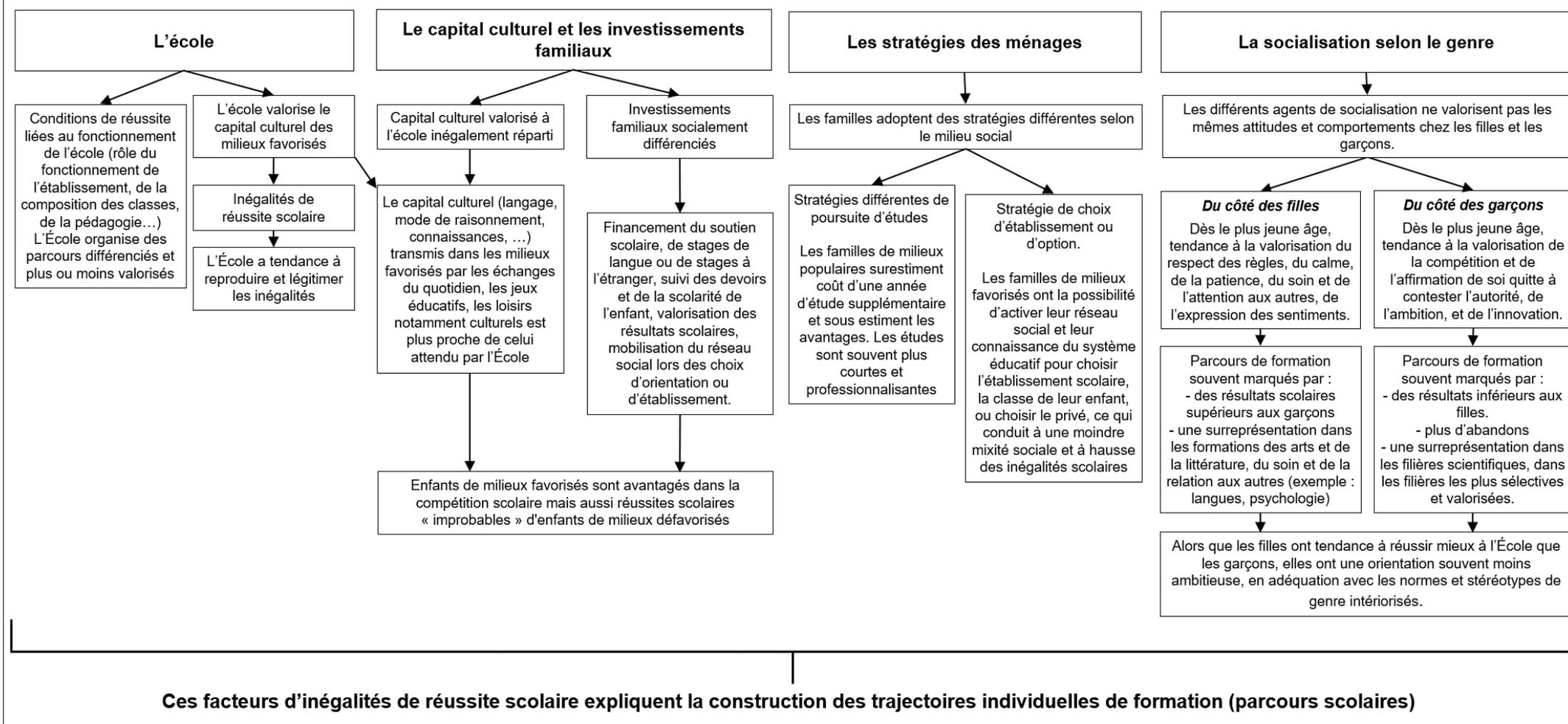
- En France, en 2018, 45,3% de la population âgée de 21 ans était scolarisée contre 20,7% en 1986, soit environ deux fois plus.
- En 2020, 87,1% d'une génération est titulaire du diplôme du Baccalauréat contre environ 20% en 1970, soit plus de quatre fois plus.
- En France, en 2017, 2 680 000 étudiants étaient inscrits dans l'enseignement supérieur, contre 310 000 en 1960, soit près de 9 fois plus.

‡ Éléments factuels permettant de montrer que la démocratisation scolaire est inachevée :

- En France, pour la génération née entre 1990 et 1994, 81% des enfants de cadres ou professions intermédiaires avaient obtenu le baccalauréat, contre seulement 58% des enfants d'ouvriers ou d'employés.
- En France, en 2019-2020, les enfants de cadres supérieurs sont surreprésentés dans les CPGE (filière sélective du supérieur) : ils représentent 51,9% des étudiants en CPGE contre 34,4% de l'ensemble des étudiants.
- En France, en 2019-2020, les filles sont surreprésentées dans les formations supérieures paramédicales et sociales : elles représentent 84% des étudiants de ces formations contre 56% de l'ensemble des étudiants. À l'inverse, elles sont sous-représentées dans les formations d'ingénieurs où elles ne représentent que 28% des étudiants.

**Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle de l'École, rôle du capital culturel et des investissements familiaux, socialisation selon le genre, effets des stratégies des ménages) dans la construction des trajectoires individuelles de formation.**

**Être capable d'expliquer la diversité des facteurs à l'origine des inégalités de réussite scolaire**



#### Exemples de sujets de bac

Partie 3 Épreuve composée : Vous montrerez que les inégalités de réussite scolaire s'expliquent par une multitude de facteurs.

Dissertation : Comment expliquer les inégalités scolaires ?

#### Éléments factuels/Illustrations :

En 2017, d'après le Ministère de l'Education Nationale, 28,1% des diplômés ingénieurs sont des femmes en France.

Selon la Cour des Comptes, en 2021, 11,8% des élèves des établissements privés sont boursiers contre 29% dans le public.

#### Vocabulaire à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Inégalités de réussite scolaire, capital culturel, socialisation selon le genre

## Question : Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?

**Objectif d'apprentissage 1 - Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de mobilité (géographique, professionnelle).**

**Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de mobilité (géographique, professionnelle).**

### Mobilité intergénérationnelle

Changement de position du fils / de la fille par rapport à celle du père / de la mère

≠

### Mobilité professionnelle

Changement de profession, d'entreprise ou de niveau de qualification au cours de la carrière.

≠

### Mobilité géographique

Changement de résidence ou de pays

### Vocabulaire à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Mobilité intergénérationnelle, mobilité géographique, mobilité professionnelle

### Exemples de sujets de bac

#### Partie 1 Épreuve composée

A l'aide d'un exemple, vous distinguerez la mobilité intergénérationnelle des autres formes de mobilité.

**Objectif d'apprentissage 2 - Comprendre les principes de construction, les intérêts et les limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité sociale.**

**Être capable de présenter les principes sur lesquels sont construites les tables de mobilité.**

- Les tables de mobilité, construites par l'Insee, comparent la position sociale (= PCS) des personnes de 35 à 59 ans par rapport à leur origine sociale (= PCS des pères ou des mères). On peut ainsi construire, à partir des effectifs obtenus (en milliers d'individus), des tables de destinée ou de recrutement (en %)

#### Tables de destinée

Mesure la répartition des positions sociales (PCS) des fils/filles en fonction de la position sociale (PCS) de leur père/mère

« Que sont devenus les enfants d'une certaine origine sociale ? »

#### Tables de recrutement

Mesure la répartition des différentes positions sociales des pères/mères (PCS) pour chaque position sociale (PCS des fils / filles)

« Quelle est l'origine sociale des personnes d'une certaine PCS ? »

**Être capable de présenter les intérêts de ces tables de mobilité.**

- Les tables de mobilité permettent
  - d'étudier les trajectoires sociales des individus et d'évaluer le poids de l'origine sociale sur la destinée sociale
  - d'illustrer les évolutions de la structure socioprofessionnelle (tertiarisation, féminisation, salarisation, hausse des qualifications...)
  - de réaliser des comparaisons de la mobilité dans le temps

**Être capable de présenter les limites de ces tables de mobilité.**

- La mobilité est influencée par le nombre de catégories sociales présentes dans les tables de mobilité : plus les catégories sont différenciées, plus la mobilité semble importante.
- Les tables reposent sur les PCS, qui présentent elles-mêmes des limites : hiérarchie des PCS incertaine, hétérogénéité de certaines PCS, non prise en compte de la précarité des emplois, position des chômeurs, non prise en compte de la valorisation ou dévalorisation de certaines professions...
- Impossibilité d'effectuer des comparaisons internationales.

**Objectif d'apprentissage 3 - Comprendre que la mobilité observée comporte une composante structurelle (mobilité structurelle) ; comprendre que la mobilité peut aussi se mesurer de manière relative indépendamment des différences de structure entre origine et position sociales (fluidité sociale) et qu'une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide.**

**Être capable d'expliquer qu'une partie de la mobilité sociale observée est due à la mobilité structurelle**

- Le déclin des effectifs de certaines PCS (agriculteurs, artisans, commerçants ou ouvriers) génère une mobilité sociale puisque tous leurs enfants ne peuvent pas rester dans leur catégorie d'origine. A l'inverse, l'expansion de certaines PCS (cadres, professions intermédiaires, employés) génère des cas de mobilité pour des enfants d'autres PCS

**Être capable d'expliquer que la mobilité sociale s'apprécie également au regard de la fluidité sociale**

- La fluidité sociale est une mesure de l'égalité des chances, c'est-à-dire des chances respectives des membres des différents groupes sociaux d'accéder à telle position sociale plutôt qu'une autre. Elle consiste à mesurer la force du lien entre origine et positions sociales indépendamment de la taille des groupes et de leur évolution

**Être capable d'expliquer qu'une augmentation de la mobilité observée ne s'accompagne pas nécessairement d'une plus grande fluidité sociale.**

- Dans une société plus mobile, l'accès aux meilleures positions sociales ne bénéficie pas toujours aux enfants issus d'origines sociales modestes. Dans ce cas, la mobilité observée augmente, mais pas la fluidité sociale ; une société plus mobile n'implique pas nécessairement une hausse de l'égalité des chances.

### Illustrations

Convention sur l'âge : Fils d'artisan ouvrier à 20 ans (semble en déclassement social), mais devenant chef d'entreprise à 30 ans.

Parmi les 6 808 000 hommes actifs occupés ou anciens actifs occupés, la reproduction sociale concerne 2 484 000 personnes (diagonale descendante) soit 36%.

Limites : La distinction employés-ouvriers qualifiés et non qualifiés plus pertinente que la distinction ouvriers employés

### Exemples de sujets de bac

#### Partie 1 Épreuve composée

Vous montrerez les principes de construction des tables de mobilité sociale.

Vous montrerez les intérêts des tables de mobilité sociale.

A l'aide d'un exemple, vous montrerez / présenterez une limite des tables de mobilité.

### Vocabulaire à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Mobilité observée, mobilité structurelle, fluidité sociale

### Illustrations

- En France, près de 69 % des actifs ont une position sociale différente de celle de leur père, et 31 % occupent donc une position sociale identique. La mobilité sociale observée est donc importante.

- En France, environ 40 % de la mobilité observée est déterminée par l'évolution de la structure socioprofessionnelle.

- Un enfant de cadres a 4,7 fois plus de chances qu'un enfant d'ouvrier de devenir cadre que de devenir ouvrier.

### Exemples de sujets de bac

#### Partie 3 Épreuve composée

Vous montrerez qu'une société plus mobile n'est pas nécessairement plus fluide

**Objectif d'apprentissage 4 - À partir de la lecture des tables de mobilité, être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de reproduction sociale et de déclassement, et de retrouver les spécificités de la mobilité sociale des hommes et de celles des femmes.**

**Être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de déclassement, et de reproduction dans les tables de mobilité.**

Mobilité ascendante	Déclassement (mobilité descendante)	Reproduction sociale
L'individu accède à une meilleure position sociale que son père / sa mère.	L'individu accède à une moins bonne position sociale que son père / sa mère	L'individu accède à une position sociale similaire à celle de son père / sa mère
<i>Selon l'INSEE, en 2015, 19,6 % des filles avec un père de profession intermédiaire sont devenues cadres (destinée)</i>  <i>Selon l'INSEE, en 2015, 20,7 % des hommes cadres ont un père membre des professions intermédiaires (recrutement)</i>	<i>Selon l'INSEE, en 2015, 25,7 % des fils de cadres sont devenus membres des professions intermédiaires (destinée)</i>  <i>Selon l'INSEE, en 2015, 5,9 % des hommes employés et ouvriers qualifiés ont un père cadre (recrutement)</i>	<i>Selon l'INSEE, en 2015, 35 % des filles de pères cadres sont aussi devenues cadres (destinée)</i>  <i>Selon l'INSEE, en 2015, 80,7 % des agriculteurs ont un père lui-même agriculteur (recrutement)</i>

Remarques :

- Une forte reproduction sociale en haut et en bas de l'échelle de l'échelle sociale, ainsi que chez les indépendants
- Lorsqu'il y a mobilité, il s'agit souvent d'une mobilité de proximité (= entre PCS proches)

**Être capable de trouver les spécificités de la mobilité des hommes et des femmes**

- ‡ L'étude de la mobilité féminine est souvent étudiée par rapport à la position du père plutôt que celle de la mère à cause de la féminisation de l'emploi qui reste relativement récente.
- ‡ Les femmes sont souvent en mobilité ascendante par rapport à leur mère, c'est aussi vrai mais dans une moindre mesure vis-à-vis de leur père. Cette tendance est encore plus affirmée en 2015 qu'en 1977.
- ‡ Les femmes sont plus souvent en situation de déclassement par rapport à leur père que les hommes.
- ‡ Les situations de fort déclassement par rapport au père s'observent plus fréquemment chez les hommes que chez les femmes.

**Vocabulaire à mobiliser pour expliquer les mécanismes**  
Mobilité ascendante ; Déclassement ; Reproduction sociale

**Illustrations supplémentaires**

- ‡ 21,9 % des hommes interrogés connaissent une situation de mobilité ascendante et 10,18 % selon l'enquête de 2014-2015.
- ‡ 71 % des femmes de 35 à 59 ans occupaient une PCS différente de celle de leur mère selon l'INSEE en 2015

**Exemples de sujets de bac**

Partie 2 Épreuve composée

Vous mettrez en évidence des situations de mobilité ascendante  
Vous mettrez en évidence des situations de déclassement  
Vous mettrez en évidence des situations de reproduction sociale

**Objectif d'apprentissage 5 - Comprendre comment l'évolution de la structure socioprofessionnelle, les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale.**

**Être capable d'expliquer comment l'évolution de la structure socioprofessionnelle explique la mobilité sociale**

- ‡ L'évolution de la structure socioprofessionnelle entre les générations explique en partie la mobilité sociale. (Voir OA3) Hausse des opportunités de promotion sociale qui découlent de l'augmentation du nombre d'emplois qualifiés.

**Être capable d'expliquer comment les niveaux de formation expliquent la mobilité sociale**

Eléments favorables à la mobilité sociale	Élément défavorable à la mobilité sociale :
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Globalement, un niveau de diplôme élevé donne plus facilement accès à l'emploi supérieur.</li> <li>• De plus en plus de diplômés issus de toutes les origines sociales =&gt; accès à des positions sociales plus élevées que celles des parents =&gt; mobilité sociale ascendante et progression de la fluidité sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ralentissement économique depuis les années 70 =&gt; création d'emplois qualifiés ralentit =&gt; compétition accrue sur le marché du travail, à l'avantage des diplômés issus de milieux favorisés =&gt; plus de reproduction sociale et moins de fluidité.</li> </ul>

**Vocabulaire à mobiliser pour expliquer les mécanismes**  
Structure socioprofessionnelle  
Ressources et configurations familiales

**Illustrations**

- ‡ La proportion d'actifs professions intermédiaires dans la population active est passé de 20 % en 1982 à 27 % en 2020 ce qui a favorisé la mobilité ascendante. Par exemple, en 2015, 26,8 % des fils d'employés et ouvriers qualifiés sont devenus professions intermédiaires.
- ‡ L'histoire de la famille Belhoumi : BEAUD S, *La France des Belhoumi. Portrait de famille (1977-2017)*, La Découverte, 2018

**Exemples de sujets de bac**

Partie 1 Épreuve composée

A l'aide d'un exemple, vous montrerez que la mobilité sociale s'explique par l'évolution de la structure socioprofessionnelle

Partie 2 Épreuve composée

Partie 3 Épreuve composée

Dissertation

La mobilité sociale s'explique-t-elle uniquement par l'évolution de la structure socioprofessionnelle ?

**Être capable d'expliquer comment les ressources et configurations familiales expliquent la mobilité sociale**

- ‡ Une partie de la mobilité sociale s'explique donc par l'interaction entre l'école, la famille et le marché du travail : capital économique, culturel et social transmis par la famille a donc un rôle important
- ‡ Une fois sur le marché du travail, à diplôme équivalent le rendement du diplôme est plus fort pour ceux qui sont d'origine supérieure.
- ‡ Ces ressources transmises par les familles dépendent aussi des configurations familiales : il est donc nécessaire de prendre en compte, par exemple, le nombre d'enfants, le rang dans la fratrie, le statut marital...

## Question : Quelles mutations du travail et de l'emploi ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Savoir distinguer les notions de travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage ; comprendre que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité.**

### Être capable de faire la différence entre travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié) et chômage.

- ! Le travail est une activité humaine rémunérée ou non, déclarée ou non, consistant à produire des biens et des services.
- ! Une personne active est une personne qui occupe un emploi rémunéré ou qui en recherche un. Les chômeurs sont donc considérés comme actifs.
- ! L'emploi est le fait de participer à une activité productive rémunérée. Deux principaux statuts d'emploi : les salariés (exerçant leur activité dans le cadre d'un contrat de travail avec un employeur) et les non-salariés ou les indépendants (exerçant leur activité sans être soumis à l'autorité d'un employeur).
- ! Le chômage caractérise la situation d'une personne sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponible pour l'occuper.

### Être capable d'expliquer que les évolutions de l'emploi brouillent les frontières entre l'emploi, le chômage et l'inactivité

- ! Du fait des difficultés face à l'emploi, des personnes se trouvent à la frontière entre l'emploi et le chômage :
  - personnes alternant des périodes d'emplois précaires (ex : CDD, intérim) et des périodes de chômage ;
  - personnes acceptant des contrats de travail à temps partiel alors qu'ils souhaiteraient travailler à temps complet (temps partiel subi) = sous-emploi.
- ! De plus en plus de personnes sont considérées comme inactives alors qu'elles demeurent plus ou moins proches de l'emploi :
  - personnes souhaitant un emploi mais indisponibles (ex : formation, maladie),
  - personnes disponibles mais ne recherchant plus activement un emploi (ex : chômeurs découragés),
  - personnes qui souhaiteraient un emploi mais ne sont pas disponibles et ne recherchent pas d'emploi (ex : femmes élevant leurs enfants).

### Illustrations

- D'après l'Insee, en France, en 2022 :
  - ! 13 % des actifs sont indépendants, 87 % sont salariés.
  - ! 72,4 % des emplois sont des CDI, 8,1% des CDD.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Travail, activité/inactivité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage.

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 3 : À l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous montrerez que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité.

**Objectif d'apprentissage 2 – Connaître les principaux descripteurs de la qualité des emplois (conditions de travail, niveau de salaire, sécurité économique, horizon de carrière, potentiel de formation, variété des tâches).**

### Être capable de présenter les principaux descripteurs de la qualité des emplois

- ! La mesure de la qualité de l'emploi vise à déterminer les éléments qui conduisent à une satisfaction au travail. Elle recoupe le plus souvent 6 indicateurs :
  - Les conditions de travail : accidents du travail, intensité du travail, qualité des liens sociaux, risques physiques, risques psychosociaux,
  - Le niveau de salaire : perception des conditions de vie matérielle, sécurité du revenu,
  - Sécurité économique : prévisibilité du niveau de salaire, sécurité de l'emploi, accès à la protection sociale,
  - Horizon de carrière : perspectives de carrière, possibilités de promotion,
  - Potentiel de formation : possibilités d'accéder à des formations, à des formations permettant des promotions,
  - Variété des tâches : possibilité de réaliser des tâches variées, voire enrichissantes.

### Illustrations

En France, en 2019, 57 % des femmes et 59 % des hommes déclarent avoir des contraintes physiques liées à la station debout ou à des postures pénibles. (Source : Insee)

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : Présentez deux descripteurs de la qualité des emplois.

**Objectif d'apprentissage 3 – Comprendre les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif) ; comprendre les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail.**

### Être capable d'expliquer les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif)

Modèles d'organisation tayloriens	Modèles d'organisation post-tayloriens
<b>Division du travail horizontale</b> : parcellisation des tâches, le processus de production est découpé en tâches élémentaires, chronométrées, déterminant un salaire au rendement.	<b>Flexibilité</b> : il s'agit de gagner en souplesse et en réactivité en adaptant rapidement et à moindre coût l'organisation de la production, du travail et l'emploi aux besoins de l'entreprise.
<b>Division du travail verticale</b> : séparation entre les tâches de conception (élaboration du processus de production) et d'exécution (réalisation des tâches).	<b>Recomposition des tâches</b> : tâches confiées aux travailleurs plus variées et enrichissantes.
<b>Relation hiérarchique stricte</b> : chaque travailleur doit exécuter la tâche fixée sous le contrôle d'un supérieur hiérarchique.	<b>Management participatif</b> : salariés plus autonomes, encouragés à participer aux décisions et à la gestion de l'entreprise.

### Être capable d'expliquer les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail.

Effets positifs	Effets négatifs
L'automatisation a réduit les tâches dangereuses.	Intensification du travail (réduction des délais du fait de l'ajustement à la demande) => hausse des maladies professionnelles.
Les travailleurs trouvent plus de sens à leurs tâches, leur autonomie augmente, leur rôle est plus reconnu.	Hausse de la responsabilité individuelle et de la polyvalence => augmentation de la pression sur les travailleurs et des risques psychosociaux.

### Illustrations

- D'après la Dares, en France, en 2019 :
  - ! 38,8 % des salariés français déclarent rester longtemps dans une posture pénible ou fatigante contre 16,2 % en 1884.
  - ! 7 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce contre 2,6 % en 1984.
  - ! 30,4 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par la dépendance vis-à-vis d'un collègue contre 11,2 % en 1984.
  - ! « 80,4 % des salariés sont d'accord ou tout à fait d'accord avec la proposition « Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux ».
  - ! « Maintenant, c'est clair, on nous demande de travailler les week-ends, c'est clair, toujours le samedi, le dimanche, pour rattraper un peu de retard et revenir un peu dans le jeu. Témoignage de Sébastien en 2016, ouvrier, 44 ans, 16 ans d'ancienneté

### Exemples de sujets de bac

EC, partie 1 : En quoi le modèle d'organisation post-taylorien se distingue-t-il du modèle d'organisation taylorien ?  
Dissertation : Comment l'évolution des modèles d'organisation du travail transforme-t-elle les conditions de travail ?

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Organisation du travail, modèles d'organisation tayloriens et post-tayloriens, division du travail horizontale et verticale, hiérarchie, flexibilité, recomposition des tâches, management participatif, conditions de travail.

## Objectif d'apprentissage 4 – Comprendre comment le numérique brouille les frontières du travail (télétravail, travail / hors travail), transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois.

### Être capable d'expliquer comment le numérique brouille les frontières du travail

- ∴ On peut considérer le numérique comme un ensemble de technologies numériques telles que l'informatique, internet, les applications mobiles, les « big data » ou la géolocalisation.
- ∴ Le travailleur gagne en autonomie mais sa vie professionnelle risque de déborder sur sa vie privée
  - Le lien avec le travail peut ne pas être coupé après la journée de travail ou le week-end : ordinateur / téléphone professionnels, courriels, notifications et appels.
  - La sphère privée peut entrer dans la sphère professionnelle : utilisation du téléphone, de messageries instantanées, de réseaux sociaux sur le temps de travail.
- ∴ Le télétravail accentue ces deux effets en brouillant les frontières entre la sphère du travail et la sphère hors travail

### Être capable d'expliquer que le numérique transforme les relations d'emploi

Une relation particulière d'emploi se développe entre les plateformes de services (ex : Uber, Uber Eats, Deliveroo, Just Eat) et les travailleurs. Les chauffeurs, livreurs, etc. sont des travailleurs indépendants et non des salariés. Cette relation est moins coûteuse pour les plateformes qui versent une partie du prix de la course aux travailleurs, moins protectrice pour les travailleurs qui doivent financer eux-mêmes leur protection sociale et n'ont pas de temps de travail réglementé. Cette relation d'emploi peut toutefois être recherchée pour certains travailleurs pour la relative autonomie qu'elle permet.

Le développement du numérique a aussi favorisé la progression de la flexibilité et le recours à des emplois précaires facilitant l'embauche de salariés, sur une courte période et souvent à distance, en fonction des besoins de l'entreprise. Pour autant, ces emplois ne sont pas tous peu ou non qualifiés.

La relation d'emploi est donc marquée, avec le développement du numérique, par une individualisation croissante. Le travailleur autonome et responsable peut être davantage encadré et rémunéré en fonction de son activité.

### Être capable d'expliquer que le numérique augmente les risques de polarisation des emplois

Augmentation d'emplois peu qualifiés et des emplois qualifiés, diminution du poids des emplois intermédiaires.

Tâches peu qualifiées	Tâches intermédiaires	Tâches qualifiées
Peu de réduction des tâches peu qualifiées liées au relationnel et au soin à la personne, qui sont peu numérisables. Développement d'emplois peu qualifiés dont les besoins ont augmenté du fait du numérique (travailleurs du clic, livreurs Uber, préparateurs de commande Amazon)	Risque de disparition de tâches routinières de qualification intermédiaire du fait de la digitalisation (ex : contrôle, comptabilité), réduction des emplois de qualification intermédiaires.	Faible impact du numérique sur les tâches nécessitant adaptation et créativité. Développement d'emplois qualifiés du numérique (ex : ingénieurs) et d'emplois qualifiés dont la digitalisation facilite et améliore les tâches (ex : médecins, avocats).

### Illustrations

- ∴ En 2015, 78% des managers sont sollicités par leur travail en dehors des heures de travail. (Edenred Ipsos).
- ∴ En 2022, 60 % des 18 ans et plus en emploi utilisent des nouvelles technologies pour des raisons professionnelles en dehors de leurs horaires et lieux de travail habituels. (CREDOC).
- ∴ En 2017, les cadres pratiquant le télétravail quelques jours par mois travaillent en moyenne 43,7 heures par semaine contre 42,4 pour les non télétravailleurs.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Télétravail, relation d'emploi, polarisation des emplois, numérique.

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide de deux arguments, montrez que le travail est source d'intégration sociale.

Épreuve composée, partie 3 : À l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous montrerez que le numérique transforme l'emploi.

## Objectif d'apprentissage 5 – Comprendre que le travail est source d'intégration sociale et que certaines évolutions de l'emploi (précarisation, taux persistant de chômage élevé, polarisation de la qualité des emplois) peuvent affaiblir ce pouvoir intégrateur.

### Être capable d'expliquer que le travail est source d'intégration sociale.

- ∴ Il est source de revenu et d'accès à la consommation,
- ∴ Il confère des droits et une protection sociale.
- ∴ Lieu de sociabilité et de socialisation
- ∴ Il procure une reconnaissance de son utilité sociale.

### Être capable d'expliquer que des évolutions de l'emploi peuvent affaiblir le pouvoir intégrateur du travail.

- ∴ Depuis les années 1980, la précarité de l'emploi a augmenté. Les travailleurs précaires tissent plus difficilement des liens sociaux avec un collectif de travail, alternent des périodes d'emploi et de chômage, ont des revenus souvent faibles et une protection sociale moins solide.
- ∴ Depuis les années 1980, le taux de chômage demeure à un niveau élevé, privant de ce fait une partie de la population de cette intégration par le travail.
- ∴ L'évolution de l'emploi favorise une polarisation de la qualité des emplois, séparant plus nettement les actifs ayant un emploi peu qualifié, avec une faible rémunération et plus souvent précaire, des salariés qualifiés accumulant des avantages en termes de qualité de l'emploi (meilleures conditions de travail, autonomie et responsabilité)

### Illustrations

- ∴ Selon l'Insee, en 1985, 7 % des salariés avaient un emploi précaire contre 16 % aujourd'hui.
- ∴ Depuis les années 1980, le taux de chômage fluctue entre 7,4 % et 10,5 % des actifs.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Intégration sociale, précarisation, chômage, polarisation de la qualité des emplois.

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide de deux arguments, montrez que le travail est source d'intégration sociale.

Épreuve composée, partie 2 Q2 : À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez quelles sont les principales caractéristiques de la précarisation de l'emploi en France.

Épreuve composée, partie 3 : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que certaines évolutions de l'emploi peuvent remettre en cause le pouvoir intégrateur du travail.

Dissertation : Le travail est-il encore facteur d'intégration sociale aujourd'hui en France ?

# Question : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

## Objectif d'apprentissage 1 - Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).

**Être capable de montrer que le vote n'est pas la seule situation où l'individu se positionne sur les enjeux politiques et défend des valeurs ou des causes.**

- Le vote (et toutes les activités liées au vote qui vont de l'inscription sur les listes électorales jusqu'aux urnes) : la forme d'engagement politique la plus fréquente, mais l'abstention peut dans une certaine mesure être considérée comme une forme d'engagement politique.
  - Adhérer à un parti politique, y militer (participer aux réunions de l'organisation pour définir ses orientations, ses programmes, et sa stratégie, diffuser les idées, distribuer des tracts, coller des affiches, organiser des manifestations) et/ou y jouer un rôle de dirigeant et se porter candidat à une élection.
  - Si l'engagement militant dans des partis reste minoritaire, le militantisme syndical et surtout associatif est important. Certaines associations ont des objectifs politiques (Greenpeace, Agir ensemble contre le chômage...) et c'est encore plus vrai pour les syndicats qui cherchent objectivement à défendre les droits des salariés, voire obtenir de nouveaux acquis sociaux. D'autres associations ont principalement pour finalité la sociabilité et les loisirs (club du troisième âge, association sportive...).
  - La consommation engagée : refus d'acheter certains produits (boycott), comme ceux dont les conditions de fabrication ne respectent pas l'environnement (huile de palme), ou incitation à l'achat d'autres (buycott), comme des produits issus de l'agriculture biologique, des produits éthiquement responsables, plus locaux.
- => L'engagement politique peut prendre des formes variées et il ne se limite pas à la pratique du vote.

### Exemples de sujets de bac

#### Partie 1 Épreuve composée

En quoi la consommation engagée peut-elle être comprise comme une forme d'engagement politique ?

#### Partie 3 Épreuve composée

Vous montrerez que l'engagement politique peut prendre des formes variées.

### Illustrations possibles

- Selon le Cevipof, en 2018, 55% des Français considèrent que le vote est l'un des moyens permettant le plus efficacement d'influencer les décisions prises.
- En France, en 2016, seulement 1 % des personnes âgées de 16 ans ou plus étaient adhérentes d'un parti politique et le taux de syndicalisation s'élevait à un peu moins de 11 % ce qui signifie que 11 % des salariés ont adhéré à un syndicat.
- En Suède, le flygskam - "la honte de prendre l'avion" et le "köpskam" ou la honte d'acheter.

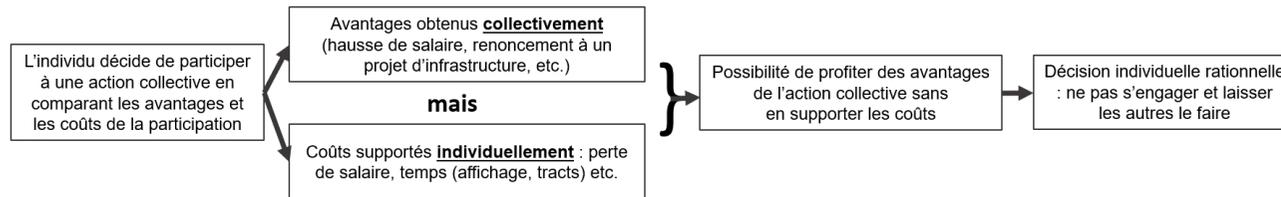
### Les notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Engagement politique	Militantisme
Vote	Consommation engagée
Association	

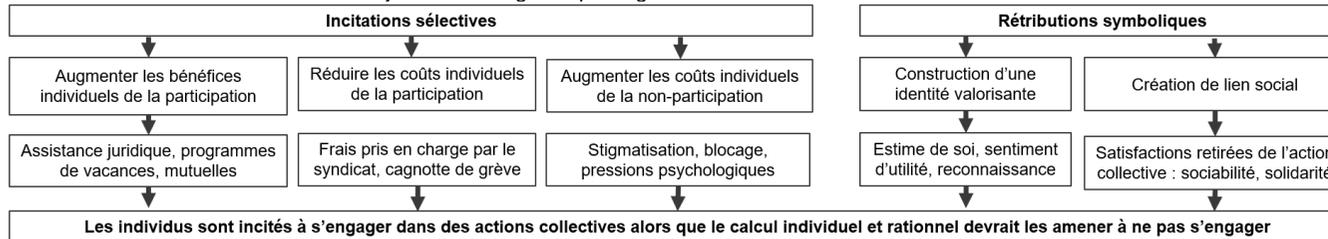
## Objectif d'apprentissage 2 - Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).

**Être capable de montrer que des individus s'engagent dans des actions collectives alors que le calcul individuel et rationnel devrait les amener à ne pas s'engager.**

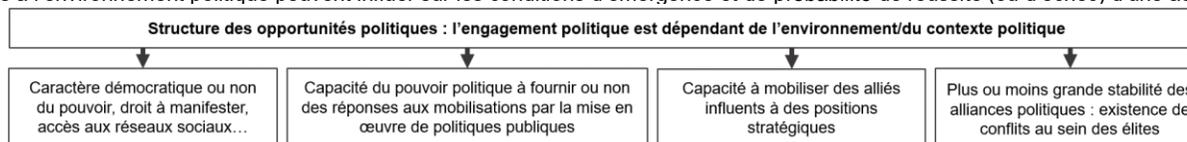
- La stratégie du passager clandestin



- Comment surmonter la tendance des individus à jouer la stratégie du passager clandestin ?



- Des facteurs liés à l'environnement politique peuvent influencer sur les conditions d'émergence et de probabilité de réussite (ou d'échec) d'une action collective



=> Plusieurs facteurs permettent de comprendre le passage à l'action collective malgré le paradoxe de l'action collective.

### Illustrations

Une des raisons du succès du mouvement des droits civiques aux États-Unis dans les années 1960 tient à ce que le poids des Noirs dans le corps électoral progresse.

### Les notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes

- Paradoxe de l'action collective
- Incitations sélectives
- Rétributions symboliques
- Structure des opportunités politiques

### Exemples de sujets de bac

#### Partie 3 Épreuve composée

Vous montrerez que malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent politiquement.

### Objectif d'apprentissage 3 - Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).

Être capable de montrer que plusieurs variables socio-démographiques influent sur la probabilité de s'engager.

Plusieurs variables	Quelques constats	Quelques éléments d'explication
<b>La catégorie socioprofessionnelle (PCS)</b>	Les cadres sont plus souvent engagés que les ouvriers ou les employés quel que soit le type d'engagement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Sentiment d'être moins compétent et légitime des catégories populaires et des moins diplômés.</li> <li>: S'engager nécessite des compétences qui sont inégalement réparties dans la population.</li> </ul>
<b>Le niveau de diplôme</b>	Les diplômés sont plus souvent engagés que ceux qui sont sans diplôme quel que soit le type d'engagement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Rôle des ressources sociales comme des ressources scolaires (maîtrise de la langue, compréhension des grands enjeux économiques, sociaux et politiques...).</li> </ul>
<b>Le sexe</b>	<p>Les femmes restent sous représentées parmi les militants politiques et syndicaux, occupent plus souvent des postes de second rôle et sont sous représentées parmi les élus.</p> <p>Un engagement associatif fortement genré : surreprésentés dans des associations humanitaires et caritatives...</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>: La socialisation genrée : souvent écartées de la contestation et de la participation à des actions collectives dès l'enfance.</li> <li>: La division sexuelle du travail militant : les tâches valorisées sont davantage effectuées par des hommes alors que les tâches « féminines » sont souvent invisibles.</li> <li>: Le manque de temps : l'activité professionnelle et les activités domestiques laissent peu de temps à un engagement politique coûteux en temps.</li> <li>: La précarité des emplois pèse plus spécifiquement sur l'engagement syndical.</li> </ul>
<b>L'âge</b>	La participation électorale et l'adhésion à des associations (sauf les associations sportives) sont fortement corrélées à l'âge : les plus jeunes seraient moins disposés à s'engager politiquement.	Moins syndiqués que la moyenne, plus rarement adhérent à un parti politique et davantage abstentionnistes, les plus jeunes délaissent les formes d'engagements traditionnels mais cela ne signifie pas qu'ils sont fermés à l'engagement politique. L'engagement des jeunes prend d'autres formes : militer sur les réseaux sociaux, signer des pétitions en ligne, occuper des lieux (ZAD), boycotter des produits...
<b>La génération</b>	L'engagement politique varie en fonction du contexte générationnel/des événements vécus.	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Les générations plus âgées ont été socialisées à la politique dans une période où les partis politiques et les syndicats étaient beaucoup plus structurants =&gt; formes d'engagements traditionnels.</li> <li>: Les jeunes générations ont un engagement plus intermittent avec des changements de cause plus fréquents, rejettent les organisations verticales qui imposent une idéologie et se tournent vers de nouvelles formes d'engagement.</li> </ul>

=> Les déterminants de l'engagement politique sont multiples.

#### Illustrations

#### Les notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes

#### Exemples de sujets de bac

##### Dissertation

Peut-on expliquer l'engagement politique seulement par des variables sociodémographiques ?

##### Partie 3 Épreuve composée

Vous montrerez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques.

### Objectif d'apprentissage 4 - Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.

Être capable de montrer que l'action collective s'est transformée/diversifiée : nouveaux objets, nouveaux acteurs et nouveaux répertoires

#### Déclin de la conflictualité du travail ...

Traditionnellement (XIXe et première partie du XXe siècle) : les actions collectives portent surtout sur des objets en lien avec la sphère du travail (conditions de travail, salaires, emplois, temps de travail...)

Plusieurs facteurs à l'origine du déclin à partir de la seconde moitié du XXe : désindustrialisation (disparition des bastions ouvriers : sidérurgie...) et hausse du secteur tertiaire (où les syndicats sont peu implantés), montée du chômage et précarité des emplois, modes de gestion de la main-d'œuvre plus individualisée (primes individuelles) et paradoxe de l'action collective.

Mais un déclin qu'il convient de relativiser : si le nombre de journées de grève a fortement baissé, la conflictualité du travail prend d'autres formes : débrayage, refus d'heures supplémentaires, manifestation, pétition...

De nouveaux acteurs prennent le relais des acteurs traditionnels que sont les partis politiques et les syndicats jugés trop centralisés, trop hiérarchisés => recul du militantisme traditionnel au profit d'un militantisme au sein d'organisations au fonctionnement moins vertical, plus décentralisé, en réseau : coordinations spontanées dans le monde du travail, associations et groupements (exemple : le mouvement des gilets jaunes ne s'appuie sur aucun syndicat, aucun parti politique et ne se reconnaît aucun porte-parole).

Le répertoire de l'action collective c'est-à-dire les moyens d'action utilisés pour protester est à la fois plus diversifié, plus spectaculaire et plus inventif ; à côté des traditionnelles grèves et manifestations, des moyens d'action plus modernes et plus médiatisés se sont développés : sit-in, flash mob, occupation de lieux (ZAD), enchaînement sur des sites, boycotts...

#### ...et développement de nouveaux objets de l'action collective à partir des années 60

Ce qui est nouveau : les actions collectives qui dominent portent moins sur des questions économiques et quantitatives (la redistribution des richesses) que sur des questions qualitatives, culturelles et identitaires : luttes minoritaires (mouvements féministes, homosexuels, antiracistes...), mouvements écologistes, régionalistes, de consommateurs...

Une explication : les besoins de base étant désormais satisfaits et le niveau d'éducation étant plus élevés, les revendications se déplacent vers des enjeux « post matérialistes » : égalité de traitement et de droit, autonomie, qualité de vie, identité...

Une approche à relativiser : la nouveauté de certains de ces mouvements peut être nuancée (mouvement des droits politiques pour les femmes présent dès le XIXe siècle) et les questions matérialistes n'ont pas disparu (défense de l'emploi et des salaires, défense des "sans").

#### Illustrations

La baisse du taux de syndicalisation (de 20 % à 11 %) et la chute du nombre de journées individuelles non travaillées (de plus de 4 millions à un peu plus de 100 000) entre 1976 et 2016 illustrent le déclin de la conflictualité du travail.

#### Les notions à mobiliser pour expliquer les mécanismes

Action collective  
Conflits du travail  
Luttes minoritaires

#### Exemples de sujets de bac

##### Dissertation

Comment l'action collective s'est-elle transformée dans les sociétés démocratiques ?

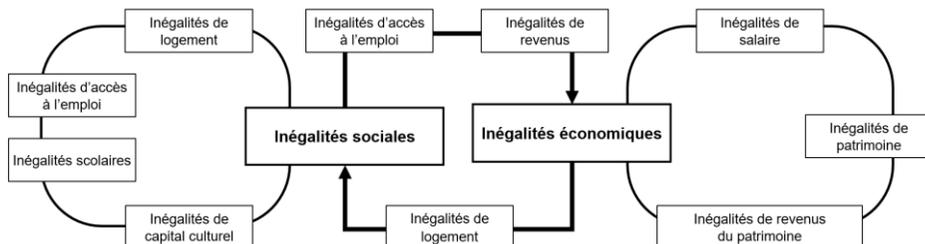
Vous montrerez que les objets de l'action collective se sont transformés.

## Question : Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.**

**Être capable de citer les grandes évolutions des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et montrer que les inégalités économiques et sociales ont des formes multiples et qu'elles se cumulent entre elles.**

- Les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle : au début du XXe siècle, les inégalités économiques sont très fortes, notamment celles de patrimoine. Puis, on observe une diminution des inégalités pendant les guerres mondiales et les « Trente Glorieuses » ; à partir des années 1980, on constate une hausse des inégalités économiques.
- Les inégalités présentent un caractère multiforme c'est-à-dire qu'elles ont des formes multiples. On peut distinguer les inégalités économiques (revenus/patrimoine) et des inégalités sociales (exemples de formes : inégalités de santé et d'espérance de vie, inégalités hommes/femmes, inégalités de réussite scolaire, etc.).
- Les inégalités sont cumulatives c'est-à-dire qu'elles se renforcent mutuellement :



=> Les catégories favorisées voient leurs avantages s'additionner et à l'opposé, les désavantages des catégories défavorisées se renforcent mutuellement.

### Illustrations

**Inégalités de patrimoine :** en 2021, en France, les 10 % des ménages aux patrimoines les plus élevés détiennent 47,1 % de la masse totale du patrimoine brut, selon l'Insee.

**Inégalités scolaires :** en 2021, 65% des élèves des grandes écoles sont d'origine très favorisée contre 8% d'origine défavorisée (chiffres stables depuis 10 ans) selon l'observatoire des inégalités.

**Inégalités d'espérance de vie :** À 35 ans, un homme cadre peut espérer vivre jusqu'à 84 ans, contre 77,6 ans pour un ouvrier, selon l'Insee, en France en 2009-2013.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Inégalités,  
Inégalités économiques,  
Inégalités sociales.

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler.

Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que les inégalités présentent un caractère multiforme et cumulatif.

**Objectif d'apprentissage 2 – Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélations de revenu parents-enfants).**

### Être capable de lire et d'interpréter les outils de mesure statique

- L'utilisation de quantiles permet de classer la population étudiée en groupes composés du même nombre d'individus par ordre croissant d'une variable donnée (par exemple le revenu ou le patrimoine). La population est souvent scindée en dix groupes, on parle alors de déciles. Le 1er décile (D1) est le niveau de revenu qui sépare d'un côté les 10 % des individus ou ménages qui ont les revenus les plus faibles, et de l'autre les 90 % des individus ou ménages qui ont les revenus les plus élevés. À partir des déciles, on peut calculer le rapport interdécile. (D9/D1 par exemple) Plus il est élevé, plus les inégalités sont fortes. Il est aussi possible de partager la population en quartiles (4 tranches de 25%), en quintiles (5 tranches de 20%) ou en centiles (100 tranches de 1%).
- Top 1 % : Le dernier centile de la population, appelé le top 1%, représente les 1% des ménages les plus aisés. Cela permet de mesurer la part du revenu ou du patrimoine détenu par les 1% les plus aisés. Plus cette proportion est élevée, plus les inégalités sont fortes.
- La courbe de Lorenz permet de représenter graphiquement la répartition, plus ou moins égalitaire, des richesses au sein d'une population donnée. La bissectrice représente la situation parfaitement égalitaire, et plus la courbe de Lorenz est éloignée de la bissectrice, plus les inégalités sont fortes.
- Le coefficient (ou indice) de Gini est un indice synthétique qui permet de mesurer l'ensemble des inégalités observées par la courbe de Lorenz. Il varie entre 0 et 1, 0 étant la situation d'égalité parfaite et 1 la situation la plus inégalitaire.

### Être capable de lire et d'interpréter les outils de mesure dynamique des inégalités

Les outils dynamiques permettent de comparer les générations entre elles. Par exemple, la corrélations de revenu parents-enfants revient à poser la question suivante : dans quelle mesure le revenu des enfants est-il influencé par celui de leurs parents ?

### Exemples de sujets de bac

Partie 2 Épreuve composée Q2 : Vous présenterez les principaux outils de mesure (statique et dynamique) des inégalités.

Partie 2 Épreuve composée Q2 : Montrez que la redistribution améliore la situation économique des plus pauvres.

### Illustrations

Pour les quantiles : en 2019, en France, d'après l'INSEE, les 10 % de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 11 660 euros annuels. Pour les 10 % les plus aisés, ils dépassent 39 930 euros.

Pour le rapport interdécile : En 2019, en France, les 10% des ménages les plus favorisés ont un revenu au moins 3,42 fois plus élevé que les 10% les moins bien favorisés.

Pour la courbe de Lorenz : Les 20 % des personnes les plus modestes détiennent 8,7 % de la somme des niveaux de vie. Les 20 % les plus aisés en détiennent 37,9 %, soit 4,4 fois plus.

Pour le top 1% : En 2018, d'après l'INSEE, les ménages des 1 % de personnes les plus aisées détiennent 6 % du revenu total et 11% du patrimoine immobilier total,

Pour le coefficient de Gini : En 2020, d'après Eurostat, le coefficient de Gini en France pour les inégalités de niveau de vie était de 0.291.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Coefficient de Gini, courbe de Lorenz, top 1%

**Objectif d'apprentissage 3 - Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libéralisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict).**

**Être capable de distinguer l'égalité des droits, l'égalité des chances et l'égalité des situations et comprendre que ces formes sont au fondement de conceptions diverses de la justice sociale.**

- ∴ On distingue plusieurs formes d'égalité : l'égalité des droits (mêmes droits et devoirs, égal traitement devant la loi), l'égalité des chances (l'accès aux positions sociales est indépendant de caractéristiques sociales de départ) et l'égalité des situations (égalité des conditions de vie matérielles).
- ∴ On peut distinguer quatre conceptions principales de la justice sociale reliées à ces formes d'égalité :
  - l'utilitarisme : une société juste est une société qui maximise la somme des bien-être individuels, ce qui compte est le gain total de bien-être même si c'est au sacrifice d'une minorité.
  - le libéralisme : une société juste est une société qui respecte les libertés individuelles et les droits de propriété, la priorité est donnée à l'égalité des droits.
  - l'égalitarisme libéral est une conception qui favorise l'égalité des chances en conciliant liberté et égalité. Les inégalités sont justes si les libertés sont garanties à chaque individu, s'il y a égalité des chances et si elles permettent d'améliorer le sort des plus démunis.
  - l'égalitarisme strict favorise l'égalité des situations puisque l'égalité des droits est insuffisante et l'égalité des chances n'est pas atteinte.

**Illustrations**

Égalité des droits : liberté de réunion, droit de propriété, lois favorables à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes  
 Égalité des chances : zones d'éducation prioritaire, obligation pour chaque ville d'avoir 25% de logements sociaux  
 Égalité des situations : l'impôt progressif sur le revenu permet de réduire les inégalités de revenu

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Égalité des droits, égalité des chances, égalité des situations, justice sociale, utilitarisme, libéralisme, égalitarisme libéral, égalitarisme strict

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : Distinguez égalité des droits et égalité des chances.

Dissertation : En quoi les différentes formes d'égalité permettent-elles de définir ce qui est considéré comme juste selon les principales conceptions de la justice sociale ?

**Objectif d'apprentissage 4 - Comprendre que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations) s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations).**

**Être capable de montrer comment les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale avec différentes mesures.**

Les pouvoirs publics contribuent à la justice sociale de quatre manières : la protection sociale, la fiscalité, les services collectifs et la lutte contre les discriminations.

- ∴ La protection sociale fonctionne sur deux logiques : une logique d'assistance (versement de prestations sociales sous conditions de ressources) et une logique d'assurance (protection contre les risques sociaux sous réserve de cotisations préalables : maladie, vieillesse, maternité, accident du travail, chômage)
- ∴ La fiscalité : permet de réduire directement les inégalités via la progressivité de l'impôt, et indirectement en permettant le financement de prestations sociales et de services collectifs.
- ∴ Les services collectifs sont l'ensemble des services non marchands, fournis à titre gratuit ou quasi-gratuit par les administrations publiques, et financés par les prélèvements obligatoires. Les individus ont ainsi accès à des services qu'ils ne pourraient pas prendre en charge à titre individuel.
- ∴ Dans une logique d'égalité des chances, l'action des pouvoirs publics vise de plus en plus à lutter contre les discriminations, afin d'assurer à tous les mêmes droits et les mêmes chances de réussite. La discrimination est définie par la loi comme une inégalité de traitement entraînant des préjudices subis par les individus en raison d'une caractéristique sociale, ethnique, sexuelle, religieuse, etc. Cela peut se traduire par la mise en place de sanctions à l'encontre des pratiques discriminatoires et de politiques de discrimination positive (quotas de boursiers dans l'enseignement supérieur, quotas de femmes sur les listes électorales, établissement REP, etc.).

**Être capable de montrer que l'action des pouvoirs publics est soumise à une contrainte de financement**

L'action des pouvoirs publics est remise en cause en raison de son coût. Le système de protection sociale fait face à une augmentation des dépenses (vieillesse de la population, hausse des dépenses de santé, précarisation croissante des emplois...) non compensée par des recettes suffisantes, ce qui génère un déficit public et un accroissement de la dette publique.

**Être capable de montrer que l'action des pouvoirs publics fait l'objet de débats.**

L'efficacité est questionnée. Certaines inégalités ne diminuent pas de manière significative et d'autres se maintiennent. De plus, les mesures peuvent entraîner des effets pervers (désincitations au travail possibles du fait de prestations sociales, taux d'imposition trop élevé qui pourrait désinciter au travail, à l'investissement, etc.). Le consentement à l'impôt et la légitimité de l'intervention des pouvoirs publics se trouvent affaiblis lorsque les niveaux d'imposition et l'action des pouvoirs publics ne sont pas perçus comme équitablement partagés et répartis par toutes les catégories sociales.

**Illustrations**

Exemples de service collectif : système éducatif, hôpital, gymnase, bibliothèque municipale...  
 Le Défenseur des droits est une institution chargée de lutter contre les discriminations en France.  
 Débat : d'un côté, les politiques d'exonération de cotisations sociales réduiraient les recettes mais d'un autre côté, elles favoriseraient l'embauche.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Assurance, assistance, discrimination, fiscalité, protection sociale, services collectifs

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : Présentez un moyen par lequel les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale peut produire des effets pervers.

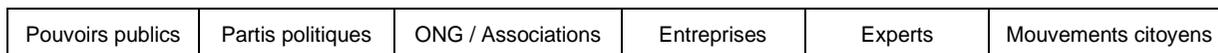
Dissertation : Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

## Question : Quelle action publique pour l'environnement ?

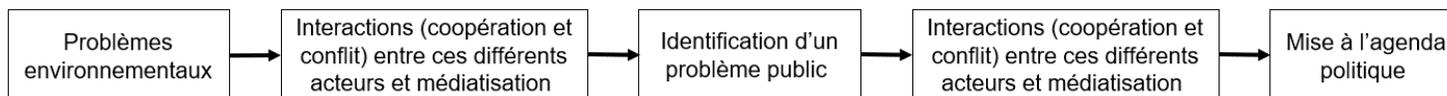
**Objectif d'apprentissage 1 – Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit.**

**Être capable d'expliquer qu'une pluralité d'acteurs intervient, par le conflit mais aussi par la coopération, dans le processus de mise à l'agenda politique des questions environnementales.**

‡ Une pluralité d'acteurs :



‡ Le processus de construction d'un problème public et sa mise à l'agenda politique passe par différentes étapes :



‡ Les questions environnementales deviennent un problème public dès lors qu'elles sont objet de débat dans l'espace public et que les acteurs demandent une réponse politique. Les questions environnementales sont mises à l'agenda lorsque les pouvoirs publics s'en saisissent et recherchent des solutions (projet/proposition de loi, réglementation...).

‡ Relations de conflits : des rapports de force très médiatisés autour d'intérêts divergents de différents acteurs favorisent la mobilisation de l'opinion publique puis la mise à l'agenda politique.

‡ La coopération entre acteurs est essentielle pour influencer l'action politique.

‡ Les relations (conflit et/ou coopération) prennent des formes variées, par exemple : appel à des experts, lobbying, participation de militants environnementaux à des partis ou à des gouvernements, organisation de conventions citoyennes (État / citoyens), procédure judiciaire, médiatisation par les réseaux sociaux, organisation d'événements spectaculaires...

### Illustrations

- ‡ 1972 : Rapport Meadows *Les Limites à la croissance*
- ‡ 1984 : création du **parti politique** « Les Verts »
- ‡ 1988 : Création du GIEC : Groupe d'**experts** intergouvernemental sur l'évolution du climat
- ‡ 2007 : Coopération de différents acteurs au Grenelle de l'environnement
- ‡ **Mouvements citoyens** : Marche pour le climat (depuis 2014)
- ‡ Convention citoyenne pour le Climat (constituée en 2019)
- ‡ Le lobbying d'**entreprises** et de syndicats agricoles conduit au report de l'interdiction du glyphosate
- ‡ L'Affaire du siècle (initiée en 2018) : plainte d'ONG et d'associations contre le gouvernement pour inaction climatique
- ‡ Condamnation par **les pouvoirs publics** (CNIL) d'une entreprise (MONSANTO) pour fichage de personnalités selon leur prise de position sur le glyphosate (2021)
- ‡ **ONG** global Footprint Network (ONG à l'origine de l'indicateur de l'empreinte écologique)

### Exemples de sujets de bac

Dissertation : Comment la préservation de l'environnement est-elle devenue un problème public ?

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide de deux exemples, vous montrerez que les acteurs impliqués dans les questions environnementales entretiennent des relations de coopération et de conflit.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Mise à l'agenda politique  
 Problème public  
 Coopération / conflit

**Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale)**

**Être capable d'expliquer que l'action publique ne se limite pas à un unique échelon (local, national, européen, mondial)**

‡ Une question environnementale implique une action publique à différents niveaux. Chaque niveau a une ou des compétence(s) pour répondre au problème.

‡ Les questions environnementales étant diverses, il est nécessaire de trouver l'échelon le plus pertinent pour traiter chacune d'entre elles. Par exemple :

Échelon local	Échelon national	Échelon européen	Échelon mondial
Communes, départements, régions	Gouvernements, États	Commission européenne	Accords internationaux
Traitement des dépôts « sauvages » d'ordures.	Fixer des normes de construction pour l'isolation des bâtiments	Fixer les quotas de pêche dans les espaces maritimes européens	Interdire la pêche à la baleine dans les eaux internationales

‡ Une même question environnementale peut exiger la combinaison d'actions publiques à différents niveaux. Par exemple l'enjeu climatique suppose que des décisions soient prises à différentes échelles :

Échelon local	Échelon national	Échelon européen	Échelon mondial
Plan de mobilités douces des communes	Taxe carbone sur les carburants	Marché des quotas d'émission	Accord de Paris lors de la COP 21 (2015)

### Illustrations

- ‡ 1997 : Protocole de Kyoto  
 Objectif de baisse des émissions de CO2 de chaque État de 5,2 % en 2010 par rapport aux émissions de 1990. Il en découle la création du marché de quotas d'émissions au niveau européen
- ‡ 2022 : COP 27 le bilan mondial prévu tous les 5 ans par l'accord de Paris doit permettre de faire collectivement le point sur l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris
- ‡ 2022 : subvention municipale pour acheter un vélo, bus publics électriques

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Action publique

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que la préservation de l'environnement implique une diversité d'acteurs à différentes échelles.

**Objectif d'apprentissage 3 – En prenant l'exemple de la politique climatique, connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marché des quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique. Comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.**

**Être capable de présenter les principaux instruments pour lutter contre le changement climatique et d'en expliquer les avantages, les inconvénients et les difficultés de mise en œuvre.**

- ∴ Face au changement climatique, les pouvoirs publics doivent mener une politique climatique pour limiter les externalités négatives :  
Produire / consommer / se déplacer → externalités négatives (émissions de GES) → changement climatique → coûts collectifs
- ∴ Les principaux instruments de politique climatique :

	<b>Réglementation</b>	<b>Marché des quotas d'émissions</b>	<b>Taxation</b>	<b>Subventions à l'innovation verte</b>
<b>Modalités</b>	Contrainte Normes d'interdiction ou de limitation.	Incitation Fixation d'un seuil maximal d'émission, distribution de quotas d'émission aux entreprises qui pourront acheter ou vendre leurs quotas sur un marché en fonction de leurs besoins.	Incitation Impôt pour donner un prix au carbone et internaliser les externalités. Principe du pollueur-payeur.	Incitation Aide financière (impôt négatif) accordée aux biens/entreprises peu polluants.
<b>Avantages</b>	Facilité de mise en œuvre. Probabilité d'atteindre l'objectif maximal si les moyens de contrôle sont efficaces.	Incitation : rémunère les efforts de dépollution par la vente de quotas. Les agents sont libres de choisir de polluer ou non. Les agents ayant un coût de dépollution trop élevé achètent des quotas. Une répercussion sur les prix qui augmente la demande des biens peu polluants. Le carbone a un prix. Objectif de pollution atteint (nombre de quotas attribués).	Le carbone a un prix. Plus de certitudes sur le prix à payer. Souplesse : les agents sont libres de choisir de polluer ou non. / les agents ayant un coût de dépollution trop élevé payent la taxe. Incitation à être le plus vertueux possible. Fournit des recettes fiscales pour subventionner les innovations vertes, génératrices d'externalités positives ou réaliser des investissements publics verts.	Incitation à la transition verte. Génératrice d'externalités positives. Souplesse : les agents ayant un coût de dépollution trop élevé renonce à la subvention.
<b>Limites</b>	Pas d'incitation à faire mieux que l'objectif. Possibilités de difficultés d'adaptation pour les agents.	Le marché ne prend en compte que 50% des GES de l'UE. Spéculation => incertitudes sur le prix. Trop de quotas alloués => prix de la tonne trop bas => inefficacité. Possibilité d'acheter des crédits de compensation au lieu de quotas.	Difficultés à définir le bon niveau de taxe. Répartition équitable des coûts. Difficultés d'adaptation pour les agents. Problème de compétitivité pour les entreprises soumises à la concurrence internationale. Résistances sociales/acceptabilité de la taxe.	Difficultés à définir le bon niveau de subvention. Csqcs sur les finances publiques si mal calibrées. Difficultés d'évaluation de l'efficacité.

**Être capable d'expliquer que la mise en œuvre de ces instruments peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique**

- ∴ Des lobbys peuvent chercher à faire pression sur les dirigeants pour orienter leurs décisions dans leurs propres intérêts
- ∴ Risque de fraudes
- ∴ Problème d'acceptabilité des mesures
- ∴ Des politiques publiques peuvent être en contradiction avec les objectifs de la politique climatique (exemple : politique du tourisme, de l'emploi, de croissance)

**Être capable de montrer qu'il est difficile d'agir pour le climat de par sa nature de bien commun**

- ∴ Un bien commun est accessible à tous mais ne bénéficie pas d'un projet collectif de préservation.

**Illustrations**

- ∴ **Subventions à l'innovation verte :**
- ∴ 2016 : Création de Chronotruck (plateforme de mise en relation clients/transporteurs, pour éviter que les camions ne roulent à vide) subventionnée par BPI France
- ∴ **Taxes environnementales :**
- ∴ 2010 : Écoparticipation sur la consommation de produits électroménagers et pneus.
- ∴ 2014 : Taxe carbone, 7 euros la tonne de CO<sub>2</sub>, puis augmentation (d'abord contenue puis substantielle déclenchant le mouvement des Gilets jaunes). Finalement annulée et laissée au choix des Régions.
- ∴ **Réglementations :**
- ∴ 2017 Circulation différenciée dans les grandes villes, vignette « Crit'Air »
- ∴ Norme d'émissions maximales des moteurs thermiques
- ∴ **Marché des quotas d'émission :**
- ∴ Mars 2022 : 80 € la tonne sur le marché des quotas européens
- ∴ 2021 : Pacte Vert pour le Climat (UE) avec réduction d'émission de gaz à effet de serre de 55% (par rapport au niveau observé en 1990) d'ici 2030 et objectif une neutralité carbone en 2050.
- ∴ 2021 : Création du système national de quotas d'émissions en Chine.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

- Externalités négatives
- Réglementation
- Marché de quotas d'émission
- Taxation
- Subvention à l'innovation verte
- Bien commun
- Passager clandestin

**Exemples de sujets de bac**

- Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez en quoi les stratégies de passager clandestin peuvent contraindre la mise en place d'accords environnementaux à l'échelle internationale.
- Épreuve composée, partie 1 : Comment un marché de quotas d'émission peut-il permettre aux pouvoirs publics de faire face aux externalités négatives sur l'environnement ?
- Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement.